

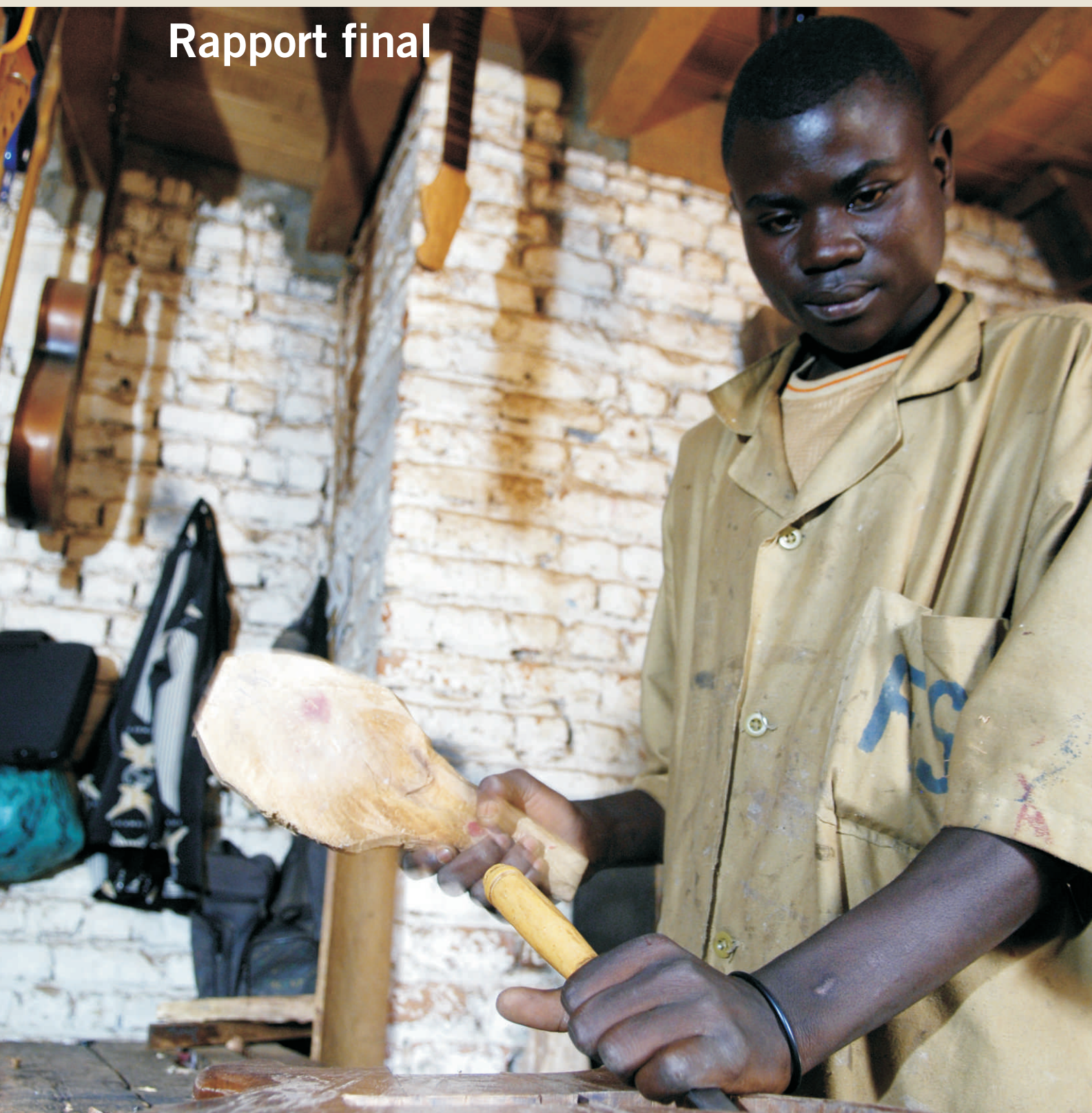


Organisation
internationale
du Travail

Prévention et réinsertion des
enfants impliqués dans les
conflits armés – Volet Burundi

**Etude sur les opportunités d'emploi et
les offres de formation professionnelle
en faveur des ex-enfants soldats**

Rapport final



Prévention et réinsertion des
enfants impliqués dans les conflits
armés – Volet Burundi

**Etude sur les opportunités
d'emploi et les offres de formation
professionnelle en faveur des
ex-enfants soldats**

Rapport final

Organisation internationale du Travail
Programme international pour l'élimination du travail des
enfants (IPEC)

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante : Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par email : pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

ILO Cataloguing in Publication Data

Prévention et réinsertion des enfants impliqués dans les conflits armés - Volet Burundi : étude sur les opportunités d'emploi et les offres de formation professionnelle en faveur des ex-enfants soldats : rapport final / Organisation internationale du Travail, Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC). - Genève: OIT, 2007 ca p.

ISBN 978-92-2-220415-1 (print)

ISBN 978-92-2-220416-8 (web pdf)

International Labour Office; ILO International Programme on the Elimination of Child Labour

Enfant soldat / travail des enfants / insertion professionnelle / possibilités d'emploi / formation professionnelle / Burundi

Prévention et réinsertion des enfants impliqués dans les conflits armés – Volet Burundi

Genève, Bureau international du Travail, 2007

Données CIP de l'OIT: (SVP CONTACTER INFORM (INFORMCIP@ilo.org) POUR OBTENIR CETTE INFORMATION)

Remerciements
Cette étude a été réalisée par la Société burundaise d'études et de conseils (SOBEC) pour l'IPEC et coordonnée par le Conseiller technique principal du projet de Prévention et réinsertion d'enfants impliqués dans les conflits armés. Cette publication de l'OIT a été financée par le Ministère du Travail des Etats-Unis. (Projet INT/03/52/USA). Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou les politiques de ce ministère. Le fait que des marques commerciales, des produits commerciaux ou des organismes y soient mentionnés ne signifie pas non plus qu'ils sont cautionnés par le Gouvernement des Etats-Unis.

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante : Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par email : pubvente@ilo.org.

Visitez notre site Web: www.ilo.org/publns

Imprimé en Italie

Photocomposition par ITCILO - Turin

Table des Matières

Chapitre I :	Introduction	7
1.1	Objectifs de l'étude	7
1.2	Méthodologie utilisée.....	7
Chapitre II :	Contexte de l'étude	10
2.1	Contexte politique.....	10
2.2	Contexte socio-économique.....	10
2.3	Situation de l'emploi	11
Chapitre III :	Le processus de démobilisation des combattants	13
3.1	Le cadre global de démobilisation.....	13
3.2	Le programme de démobilisation des enfants soldats.....	13
3.3	Le projet IPEC	15
3.4	La réinsertion économique et sociale des ex-enfants soldats	15
Chapitre IV :	Les secteurs porteurs et les conditions d'accès à l'emploi	17
4.1	Les secteurs porteurs	17
4.2	Les critères d'évaluation des opportunités d'emploi	21
4.3	Les conditions d'accès à l'emploi et les services à mettre en place	21
Chapitre V :	La formation professionnelle et l'apprentissage des métiers	23
5.1	La formation professionnelle	23
5.1.1	Situation actuelle.....	23
5.1.2	Forces et faiblesses de l'enseignement professionnel	23
5.2	L'apprentissage chez l'artisan	24
Chapitre VI :	Les opportunités d'emploi et les offres de formation professionnelle dans les 8 provinces cibles.....	25
6.1	Province Bubanza	26
6.1.1	Situation économique.....	26
6.1.2	Les opportunités d'emploi.....	27
6.1.2.1	Les AGR.....	27
6.1.2.2	Les emplois formels	29
6.1.3	Les services d'appui	29

6.1.4	Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers	29
6.2	Province Bujumbura rural	32
6.2.1	Situation économique	32
6.2.2	Les opportunités d'emploi	32
6.2.2.1	Les AGR	32
6.2.2.2	Les emplois formels	33
6.2.3	Les services d'appui	34
6.2.4	Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers	34
6.3	Province Bujumbura Mairie	38
6.3.1	Situation économique	38
6.3.2	Les opportunités d'emploi	38
6.3.2.1	Les AGR	38
6.3.2.2	Les emplois formels	39
6.3.3	Les services d'appui	39
6.3.4	Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers	40
6.4	Province Cibitoke	44
6.4.1	Situation économique	44
6.4.2	Les opportunités d'emploi	44
6.4.2.1	Les AGR	44
6.4.2.2	Les emplois formels	46
6.4.3	Les services d'appui	47
6.4.4	Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers	47
6.5	Province Kayanza	51
6.5.1	Situation économique	51
6.5.2	Les opportunités d'emploi	51
6.5.2.1	Les AGR	51
6.5.2.2	Les emplois formels	52
6.5.3	Les services d'appui	53
6.5.4	Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers	54
6.6	Province Makamba	58
6.6.1	Situation économique	58
6.6.2	Les opportunités d'emploi	58

6.6.2.1	Les AGR.....	59
6.6.2.2	Les emplois formels	59
6.6.3	Les services d'appui	59
6.6.4	Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers.....	59
6.7	Province Muramvya.....	63
6.7.1	Situation économique.....	63
6.7.2	Les opportunités d'emploi.....	63
6.7.2.1	Les AGR.....	63
6.7.2.2	Les emplois formels	64
6.7.3	Les services d'appui	66
6.7.4	Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers.....	66
6.8	Province Ruyigi.....	71
6.8.1	Situation économique.....	71
6.8.2	Les opportunités d'emploi.....	72
6.8.2.1	Les AGR.....	72
6.8.2.2	Les emplois formels	73
6.8.3	Les services d'appui	73
6.8.4	Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers.....	73
Annexe 1 :	Répertoire des opportunités d'emploi par province	77
Annexe 2 :	Répertoire des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers	87

Abréviations

ABUTIP	: Agence Burundaise des Travaux d'Intérêt Public
AGR	: Activité Génératrice de Revenus
BTC	: Burundi Tobacco Company
CDF	: Centre de Développement Familial
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
CFR	: Centre de Formation Rurale
COGERCO	: Compagnie de gérance du Coton
COOPEC	: Coopérative d'épargne et de crédit
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
FAO	: Food and Agriculture Organisation
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
HCR	: Haut Commissariat pour des Réfugiés
HIMO	: Haute Intensité de Main d'Oeuvre
ISABU	: Institut des Services Agronomiques du Burundi
LAE	: Lutte antiérosive
MDRP	: Programme Multi pays de démobilisation et de réintégration
OCIBU	: Office des Cultures Industrielles du BURUNDI
ONATEL	: Office National des Télécommunications
OTB	: Office du Thé du Burundi
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PNDRR	: Programme National de Démobilisation Réintégration et Réinsertion
PRASAB	: Programme de Réhabilitation Agricole et de gestion durable des terres
PRDMR	: Programme de Relance du Développement du Monde Rural
PTPCE	: Projet de Travaux d'intérêt Public et de Création d'Emplois
PTRPC	: Programme Transitoire de Reconstruction Post Conflit
SOGESTAL	: Société de gestion des stations de lavage
SRDI	: Société Régionale de Développement de l'Imbo
UCODE	: Union pour la coopération et le développement

Chapitre I : Introduction

1.1 Objectifs de l'étude

L'étude a pour objectif de réaliser une analyse sectorielle des métiers porteurs et des opportunités d'emploi pour la réinsertion des ex-enfants soldats dans les huit provinces concernées par le projet (Bubanza, Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Cibitoke, Muramvya, Kayanza, Ruyigi, Makamba). Cela permettra d'identifier les activités économiques les plus porteuses dans l'économie informelle (AGR), mais aussi, suivant les possibilités, dans l'économie formelle, pouvant procurer des revenus décents et durables, dans lesquelles les ex-enfants soldats pourront être économiquement (ré) insérés.

Elle se propose également de recenser les structures de formation professionnelle capables de préparer 1 440 ex-enfants soldats à s'insérer dans les métiers et emplois identifiés et de proposer des actions concrètes à mener en vue de compenser les faiblesses des structures identifiées pour l'organisation d'activités de formation professionnelle, d'apprentissage des métiers et de remise à niveau pour les enfants sortis des forces et groupes armés.

1.2 Méthodologie utilisée

Pour la réalisation de l'étude sur l'identification des opportunités d'emploi et les offres de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers en faveur des ex-enfants soldats, le consultant a suivi les étapes méthodologiques suivantes :

- Rencontres avec les autorités des ministères et des institutions en charge de la réinsertion des ex-enfants soldats ;
- analyse documentaire
- élaboration des formulaires d'enquête
- enquêtes sur terrain
- traitement et analyse des données

a) Rencontres avec les autorités des ministères et des institutions en charge de la réinsertion des ex enfants soldats

Le chef de mission a rencontré les autorités des Ministères ayant le travail et la réinsertion des ex-combattants dans leurs attributions (Ministre, Directeur Général, Conseillers) pour connaître les politiques du Gouvernement en matière d'emploi et de réinsertion économique des démobilisés et des ex-enfants soldats. Il a également rencontré les responsables de la Commission Nationale de Démobilisation Réintégration et Réinsertion (CNDRR) et en particulier le responsable du programme enfants soldats, la

direction de la Structure Nationale Enfants Soldats (SNES) ainsi que des représentants des institutions qui appuient ce programme (Banque Mondiale, UNICEF). De nombreuses séances de travail ont été organisées avec le coordonnateur National du Projet IPEC et une documentation abondante a été fournie sur les expériences existantes dans la réinsertion sociale et économique des enfants démobilisés.

b) Analyse documentaire

Des études menées à travers le pays par différents partenaires locaux et extérieurs ont été consultés et ont constitué une source importante d'informations. Il s'agit notamment des monographies provinciales (huit rapports portant chacun sur une province se trouvant dans la zone d'étude) élaborées par le Projet de Planification locale (PPL) sur financement du PNUD et qui décrivent la situation socio-économique de chaque commune et indiquent les potentialités économiques existantes, du programme d'insertion économique et sociale des jeunes au Burundi (BIT 1999), de la stratégie régionale de démobilisation et de réinsertion pour la région élargie des Grands Lacs (Banque Mondiale, 2002) et de l'étude sur les opportunités économiques des démobilisés Burundais, exécutée pour le compte de la CNDRR dans le cadre du MDRP (CNDRR 2005).

Des données pertinentes du projet Démobilisation, Réintégration et Prévention du recrutement des enfants soldats au Burundi (MDRP) ont été collectées. Des rapports sur les programmes impliqués dans la construction et la réhabilitation des infrastructures socio-économiques, la relance des activités de production agricole et d'élevage et les travaux à haute intensité de main d'œuvre (CSLP, TWITEZIMBERE, PRASAB, PTPCE) ont été également consultés. Des documents provenant du Ministère de l'Education Nationale nous ont fourni des renseignements utiles sur les structures et les programmes de formation professionnelle et d'enseignement des métiers.

c) Elaboration des formulaires d'enquête et formation des enquêteurs

Un formulaire d'enquêtes a été élaboré avec l'appui d'un expert de l'Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du BURUNDI et d'un spécialiste en développement communautaire. Le formulaire a été soumis au Coordinateur du projet IPEC pour commentaires. Des séances de formation portant sur la méthodologie d'enquête et sur le questionnaire d'entretien ont été organisées pendant deux jours en faveur des enquêteurs.

Des réunions avec les enquêteurs ont été organisées afin d'identifier les personnes et les institutions cibles qui vont être enquêtées.

Les personnes et institutions suivantes ont été ainsi ciblées :

- Le Gouverneur de province et les Administrateurs communaux
- Le Directeur provincial de l'Agriculture et de l'Elevage
- Le Directeur provincial de l'Education
- Le Coordonnateur provincial de l'enseignement des métiers
- Le Directeur provincial de la Santé

- Les partenaires chefs de file du Projet MDRP (ACCORD, ODDBU, IRC, SOPRAD RUYIGI, BDDN)
- Les projets impliqués dans la création d'emplois en milieu rural : PRASAB, PRDMR, PTPCE, TWITEZIMBERE et les projets de réhabilitation et de construction des infrastructures économiques et sociales
- L'UNICEF
- Les ONG intervenant dans la réinsertion des ex-enfants soldats (TPO, CFR...)
- Les institutions de micro crédit
- Les projets et les sociétés oeuvrant dans la province

Chaque enquêteur pouvant ajouter d'autres personnes et institutions selon les opportunités constatées sur place.

d) Enquêtes de terrain

Cette étape a commencé par des visites effectuées auprès des premiers responsables des provinces concernées par l'étude afin de les informer de l'objectif de l'étude et de requérir leur soutien pour la suite de l'enquête. Des échanges ont été faits sur le calendrier d'exécution, la méthodologie de travail et les entreprises à visiter.

Par la méthode de l'approche participative, le consultant a mené des investigations pour recueillir des avis des responsables administratifs et techniques, des partenaires, des communautés bénéficiaires et non bénéficiaires, des ex-enfants soldats ainsi que d'autres partenaires. La collecte des informations a été effectuée à l'aide des outils suivants :

- les enquêtes
- les entretiens

Le consultant a utilisé la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP) étant donné que cette méthode renferme des techniques et des outils pédagogiques permettant de répondre à une gamme variée de questions à l'aide de son outil principal qui est l'interview semi structurée.

La collecte de données a été complétée par des observations directes sur terrain pour vérifier les informations issues des entretiens.

e) Traitement et analyse des données recueillies

Le traitement des Informations récoltées a été fait au fur et à mesure par le consultant. Pour ordonner les informations, le consultant a procédé à un traitement plus approfondi des informations. Plus tard, l'analyse des données a été fait à Bujumbura et le rapport d'étude a ensuite été rédigé.

Chapitre II : Contexte de l'étude

2.1 Contexte politique

Le Burundi a connu, à partir de 1993, une crise profonde qui a conduit le pays à une guerre civile avec de graves répercussions sur sa population et son tissu social et a provoqué une crise institutionnelle sans précédent.

Environ 300.000 personnes ont péri du fait de la guerre, 850.000 autres ont été sinistrés vivant dans des sites de déplacés ou se réfugiant à l'extérieur du pays. L'économie s'est effondrée, les ressources publiques destinées au développement et au fonctionnement de l'Etat se sont amenuisées, et l'Etat est devenu incapable d'assurer ses missions principales : la sécurité des personnes et des biens, l'encadrement de la population en vue de son développement économique et social.

C'est dans ce contexte de dégradation économique et sociale que le gouvernement a engagé à partir de 1998, des négociations inter burundaises sous la médiation des pays de la sous-région des Grands Lacs et avec le soutien de la communauté internationale.

Ces négociations ont abouti à la signature d'un accord de paix et de réconciliation nationale à Arusha le 28 Août 2000 suivi par la suite par la signature d'un accord de cesser le feu avec les mouvements armés, ce qui a permis l'entrée de ces derniers au gouvernement, la mise en œuvre du programme d'intégration de ces mouvements dans les forces de défense et dans la police et l'organisation d'un référendum constitutionnel en Février 2005. L'adoption d'une nouvelle constitution ouvrait la voie aux élections démocratiques, organisées de Juin à Septembre 2005, qui ont débouché sur la mise en place des organes communaux et d'un Parlement ainsi que l'élection du Président de la République.

2.2 Contexte socio-économique

En plus des souffrances endurées par la population en général et les sinistrés en particulier, la guerre a provoqué des destructions massives des infrastructures économiques et sociales (infrastructures agricoles et d'élevage, entreprises de production, hôpitaux, centres de santé, écoles), des habitations, des cultures et des forêts. Tous ces problèmes ont fortement contribué à la dégradation des conditions de vie des populations burundaises si bien que le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté est passé de 35,1% à 70,5%¹ de 1999 à 2004 en milieu rural.

Plus particulièrement, les sinistrés sont à la merci des effets liés à la guerre : la promiscuité qui entraîne l'accroissement des maladies dont la plus grave est la propagation vertigineuse du VIH/SIDA, la sous-alimentation et la malnutrition, ainsi que des logements précaires.

¹ Rapport sur le développement humain 2005, PNUD, MPDR

Les indicateurs sociaux sont allés en s'aggravant, entre 1993 et 2004. Dans le domaine de la santé, l'accès aux services de santé n'est que de 20%² alors que le taux de séropositivité n'a cessé de s'aggraver, passant de 11% à 20%³ en milieu urbain et de 1% à 7% en milieu rural entre 1992 et 2003 ; le taux de mortalité infantile a augmenté sensiblement et s'est établi à 129 pour 1000 naissances⁴. Le taux de couverture vaccinale qui était de 80% en 1992 avait baissé à 47% en 2000 pour ensuite remonter à 60% aujourd'hui ; le taux de malnutrition est en hausse constante, passant de 6% à 20% ; l'espérance de vie est passée de 47 ans en 1990 à 42 ans en 2001.

Dans le domaine de l'éducation, le taux brut de scolarisation a régressé⁵, passant de 70% en 1993 à 40% en 2000 et de nouveau à 60% en 2004.

Dans le domaine économique, les différentes crises qu'a vécues le Burundi ont miné ses bases productives et fragilisé son tissu économique, en particulier depuis la guerre civile qui a éclaté en 1993. Ainsi, depuis cette année-là, la richesse nationale a baissé de 3%⁶ en moyenne, soit à ce jour une baisse cumulée de la production de plus de 20 %. Le revenu par tête d'habitant qui était de 200 dollars (U.S.) en 1990 est passé à moins de 110\$ (U.S.) par habitant aujourd'hui (soit une baisse de 40%). L'aide au développement annuelle accordée au Burundi est passée de 300 millions de \$ (U.S.) en 1992 à moins de 100 millions de dollars en 2003. Le secteur extérieur a été marqué par l'accroissement du déficit de la balance commerciale qui s'est élevée en moyenne à 11,2 % du PIB par an sur la période et du solde courant (hors transferts officiels) qui est passée de -18,6% en 2002 à -20,7% du PIB en 2004 et 19,2 en 2005. Le ratio du service de la dette est passé de 86,1% des exportations en 2000 à 113,2 % en 2004.

Le recul considérable de la production dans pratiquement tous les secteurs de l'économie est à la base de la faiblesse de la croissance économique. Celle-ci a hypothéqué les perspectives de relance économique, de création d'emplois.

2.3 Situation de l'emploi

La population Burundaise est passée de 5 millions d'habitants en 1990 à 7,3 millions en 2005⁷, avec un taux de croissance moyen de 2,9% par an. La pyramide des âges montre que cette population est jeune avec 49% de la population qui a moins de 15 ans. Les jeunes entre 15 et 24 ans, tranche d'âge auquel appartiennent les enfants soldats, sont estimés à 1,3 millions, soit 15,5 % du total.

La structure par branche d'activité des actifs occupés montre que plus de 90%⁸ de ceux-ci travaillent dans les activités agricoles aussi bien en 1998 qu'en 2002.

Les emplois salariés dans les secteurs secondaire et tertiaire se retrouvent dans la ville de Bujumbura où sont concentrés les industries de transformation et les services.

Les jeunes sont essentiellement employés dans le secteur primaire ; faute de qualifications et d'opportunités, peu de jeunes sont occupés dans les autres secteurs.

² Rapport sur le développement humain 2005, PNUD, MPDR, op cit

³ Plan d'Action Nationale de lutte contre le VIH/SIDA, 2002-2006

⁴ Rapport national sur le développement humain 2005, PNUD-MPDR, op cit

⁵ Etat des lieux du système éducatif, Ministère de l'Education Nationale et de la Culture, 2006

⁶ Bilan des politiques macroéconomiques 1990-2004, Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction, 2005

⁷ Etude rétrospective portant sur la population et le développement, IDEC 2005

⁸ Etude rétrospective Burundi, Thème : Emploi 2025, MPDR, CURDES, PNUD, 2005

La population d'âge active comprise entre 15 et 35 ans s'élève à environ 2,5 millions, soit 50% de la population active du pays. Moins de 2,5% de ces jeunes sont occupés dans le secteur formel de l'économie, le reste étant occupé dans le secteur informel. Les revenus tirés du secteur informel sont faibles et aléatoires et la pression sur les terres est particulièrement forte. Les jeunes, et parmi eux les enfants soldats, ont été durement affectés par la crise économique et sociale et la guerre qui a frappé le Burundi.

C'est pourquoi la création d'emplois pour les jeunes est importante pour le développement économique, la lutte contre la pauvreté mais aussi la restauration de la paix, la lutte contre l'insécurité et la reconstitution du tissu social. Les enfants soldats, enrôlés dans les différents groupes armés, n'ont pas pu accéder à l'éducation ni à la formation professionnelle, rendant ainsi problématique leur accès à des activités économiques rémunératrices.

Chapitre III : Le processus de démobilisation des combattants

3.1 Le cadre général de la démobilisation

Le cadre général de la démobilisation a été retracé dans l'accord pour la Paix et la Réconciliation au Burundi signé à Arusha le 28/8/2000. Il avait été prévu de désarmer et de reverser dans la vie civile une partie des belligérants qui ne seraient pas retenus pour faire partie des nouvelles forces de défense et de sécurité. La démobilisation concernait au total « 55.000 combattants », « 20.000 gardiens de la paix » et « 10.000 combattants militaires » parmi lesquels figuraient des enfants soldats.

Pour la réinsertion socioprofessionnelle des éléments démobilisés, un organe d'exécution du programme fut mis en place. La commission nationale pour la Démobilisation, la Réinsertion et la Réintégration (CNDRR) a ainsi été mise sur pied le 28 Août 2003 pour exécuter le Programme National de Démobilisation, de Réinsertion et de Réintégration (PNDRR) conformément à l'accord d'Arusha précité. L'aide à la réintégration devait être étroitement coordonnée avec les activités générales de réhabilitation et de reconstruction en faveur des populations affectées par le conflit armé.

3.2 Le Programme de démobilisation des enfants soldats

La démobilisation des enfants soldats, dont le nombre était estimé à 8.000, a été confiée à un projet spécial mis en place par le gouvernement et l'UNICEF avec un financement du Fonds Fiduciaire multilatéral fourni par la Banque Mondiale.

Le programme de démobilisation et les activités de réintégration des enfants soldats ont démarré en Janvier 2004 sous la tutelle du Ministère des Réformes institutionnelles, des Droits de l'homme et des Relations avec le Parlement.

Au 31 Décembre 2005, il avait réintégré 3000 enfants dont 1673 dans les 8 provinces objet de l'étude qui sont ainsi répartis :

Province	Nombre d'enfants soldats démobilisés
Bubanza	248
Bujumbura Mairie	95
Bujumbura Rural	161
Bubanza	248
Kayanza	252
Makamba	98
Muramvya	162
Ruyigi	409
Total	1673

Source : SNES

Le travail de réintégration s'appuie sur des partenaires chef de file sous la supervision des points focaux de réintégration de la SNES.

Pour les provinces concernées par cette étude, les partenaires suivants ont été retenus :

Partenaire chef de file	Province
ACCORD	BUJUMBURA-MAIRIE
BDD BUBANZA	BUBANZA et CIBITOKÉ
ODDBU	BUJUMBURA RURAL et Muramvya
BDD NGOZI	KAYANZA
BDD-RUYIGI	RUYIGI
IRC	MAKAMBA

Des partenariats étaient aussi développés par l'UNICEF : PAM, FAO, OIT, UNESCO

La réintégration s'est opérée par le retour immédiat des enfants démobilisés dans leurs familles biologiques ou dans des familles d'accueil et une assistance leur était accordée ainsi qu'aux familles qui les ont accueillis pour une période de 18 mois.

Le projet encourage les enfants à retourner à l'école et une prise en charge est faite pendant deux ans.

Il appuie également les initiatives des jeunes qui veulent travailler dans des projets génératrices de revenus.

Le projet a pris fin en Août 2006

3.3 Le Projet IPEC

La crise politique qui a frappé le Burundi depuis 1993 et le conflit armé qui s'en est suivi ont impliqué toutes les couches de la population et plus particulièrement les jeunes. Beaucoup d'enfants en bas âge ont été enrôlés par les forces armées et par les groupes rebelles, en violation flagrante de la convention 182 de l'OIT qui interdit le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en dessous de 18 ans en vue de leur utilisation dans les conflits armés.

Dans le cadre du Programme International pour l'Élimination du Travail des Enfants « IPEC » de l'OIT, un projet interrégional « Prévention du recrutement et réinsertion des enfants impliqués dans les conflits armés » a été lancé en direction de 7 pays, dont le Burundi, touchés par ce phénomène. Le nombre d'enfants mineurs impliqués dans le conflit au Burundi a été estimé par l'Unicef entre 6000 et 7000. Le projet « IPEC » se propose d'appuyer le Gouvernement Burundais dans la réinsertion de 1440 de ces enfants soldats démobilisés ayant un âge supérieur à l'âge d'admission à l'emploi en leur permettant d'accéder à un travail décent et à des revenus durables, et 1000 autres enfants vulnérables à risque d'être enrôlés. Pour cela il est prévu de faire une étude des métiers porteurs et des opportunités d'emploi pour la réinsertion des ex-enfants soldats dans 8 provinces du pays dans lesquelles l'utilisation des enfants soldats a été importante, ainsi qu'une évaluation des structures de formation professionnelle d'apprentissage et de remise à niveau existantes. Les provinces retenues sont les suivantes: Bubanza, Bujumbura mairie, Bujumbura rural, Cibitoke, Kayanza, Muramvya et Ruyigi.

Cette étude va permettre aux différents acteurs de la réinsertion des ex-enfants soldats de disposer d'une meilleure connaissance des secteurs porteurs dans lesquels les enfants seront insérés et de préparer une réinsertion plus durable. Elle va également identifier et évaluer les capacités des structures de formation professionnelle, d'apprentissage des métiers et de remise à niveau à travers les provinces couvertes par cette étude et proposer des actions concrètes de renforcement de leurs capacités afin qu'elles puissent répondre aux besoins de formation des enfants soldats démobilisés en vue de leur réinsertion.

3.4 La réinsertion économique et sociale des ex-enfants soldats

L'insertion économique et sociale des ex enfants soldats devra s'inscrire dans la dynamique de réhabilitation et de relance de l'économie qui est en cours au niveau des services du gouvernement.

Elle devra intégrer des programmes d'amélioration de leurs connaissances par la voie de l'éducation et de la formation professionnelle afin d'accroître leurs chances d'accéder à des emplois rémunérés.

L'appui des partenaires économiques et sociaux et de tous les acteurs de développement à la base est également indispensable pour encadrer et promouvoir l'entrée des jeunes dans la vie économique.

L'insertion visée, pour être durable, doit être à la fois économique et sociale et contribuer en même temps à la lutte contre la pauvreté et à la consolidation de la cohésion sociale.

Les principaux acteurs de l'insertion sont les jeunes eux-mêmes et leurs organisations qui doivent être renforcées par l'exercice d'activités concrètes, ce sont aussi les communautés d'accueil et les institutions d'appui dont le renforcement des capacités doit être une priorité.

Les activités de production agricole, l'artisanat, le commerce, les services, les programmes de travaux de réhabilitation des infrastructures ou constructions, mis en œuvre au niveau national et local pourront offrir des opportunités d'emploi aux ex enfants –soldats à condition de trouver des solutions aux obstacles qui s'opposent à l'accès à ces emplois. Ces obstacles sont notamment l'insuffisance de connaissances techniques, la faible capacité d'organisation des jeunes concernés et le manque de financement.

Secteur porteur	Opportunités d'emploi	Obstacles à l'accès à cet emploi	Solutions
Agriculture	■ pépinières café, thé, tabac, ■ multiplication des semences ■ production vivrière à but commercial	■ connaissances techniques insuffisantes ■ Manque de terres ■ Manque de financement	■ Formation professionnelle ■ Octroi de terres ■ Micro crédit
Elevage	■ petit élevage ■ volaille	■ connaissances techniques insuffisantes ■ manque de financement	■ Formation en conduite d'élevage ■ Financement (micro crédit et projets)
Infrastructures économiques et sociales	■ Infrastructures routières, aménagements hydro agricoles, pistes, équipements collectifs, habitations à réhabiliter ou reconstruire, ■ Lutte contre l'érosion	■ Manque d'organisation ■ Financement des projets ■ Insuffisance des connaissances de base des petits entrepreneurs et faiblesse des associations de jeunes à vocation économique	■ Promotion de l'emploi par l'instauration des travaux HIMO, des micros entreprises, PME et coopératives ■ Mobilisation des financements adaptés aux PME et micro entreprises et groupements de producteurs ■ Formation
Artisanat	■ production de matériaux de construction ■ menuiserie ■ artisanat de services	■ Manque de connaissances techniques ■ Méconnaissance du marché ■ Manque de financement approprié	■ Formation professionnelle ■ Micro finance ■ Encadrement par les services de développement

Chapitre IV : Les secteurs porteurs et les conditions d'accès à l'emploi

4.1 Les secteurs porteurs

La réintégration économique des démobilisés s'inscrit dans un contexte économique défavorable qui est la conséquence d'une crise sans fin. La pénurie de terres liée à une démographie galopante et aux conflits sociaux, ainsi que le manque de capital, sont aussi étroitement liés à la pauvreté. La destruction des infrastructures de base, du cheptel et des logements au cours des onze dernières années de conflit armé est une importante cause de paupérisation. Toutefois, le contexte actuel de reconstruction et de relance économique caractérisé par le retour de la paix et de la sécurité et le retour massif de la coopération internationale constitue un moment propice pour la réintégration économique des démobilisés.

4.1.1 L'agriculture et l'élevage

L'agriculture burundaise occupe plus de 95% de la population active à qui elle procure l'essentiel des revenus. Au cours des 10 dernières années, l'agriculture a été frappée durement : déplacement des populations, désorganisation des structures d'encadrement, de recherche agricole et d'approvisionnement en intrants (semences et engrais), perturbations climatiques, dysfonctionnement des circuits de commercialisation.

L'élevage, particulièrement bovin, a subi beaucoup de pertes en animaux et a souffert des dysfonctionnements des services vétérinaires. L'élevage du petit bétail a elle aussi régressé du fait du manque d'encadrement et de l'insécurité.

Malgré ces problèmes, le secteur de l'Agriculture et de l'élevage renferme des opportunités d'emploi importants qui peuvent intéresser les démobilisés en général et les ex-enfants soldats en particulier.

4.1.1.1 L'agriculture

Les cultures vivrières

La production de produits de rente, la multiplication et la vente de semences sélectionnées, la commercialisation des produits phytosanitaires, la commercialisation des surplus commercialisables sont des créneaux intéressants pour procurer des emplois rémunérateurs.

Les cultures de rente

Les principales cultures de rente sont le café dans le nord et le centre du pays, le coton et le riz dans le Moso et la plaine de l'Imbo, et le thé dans le Mugamba. Les palmeraies du sud du pays en font également partie.

Des programmes importants de réhabilitation et d'extension des cultures de rente sont en cours de réalisation ou sont à l'étude avec le concours des bailleurs de fonds extérieurs, particulièrement pour ce qui concerne le café et le thé. Ces programmes renferment des opportunités d'emploi, particulièrement dans la création de pépinières pour la production de plants caféicoles et théicoles, ainsi que l'emploi direct offert par les sociétés qui gèrent ces filières.

D'autres régions connaissent également des extensions de cultures existantes ou de nouvelles introductions rémunératrices comme la riziculture que l'on retrouve à travers tout le pays et spécialement dans l'Imbo, le palmier à huile au SUD-EST du pays, la pomme de terre dans les zones d'altitude, la tomate et le manioc et pourraient intéresser les démobilisés pour une exploitation intensive au niveau des terres familiales.

La culture fruitière

Les cultures fruitières comme le maracuja, la banane, l'ananas font l'objet de transformations dans des unités artisanales, qui peuvent en assurer un débouché. Un bon encadrement dans la production et un meilleur appui de ces unités contribueraient à créer des pôles d'activités rémunératrices pour les démobilisés qui se lanceraient dans la fruiticulture.

4.1.1.2 L'élevage

Cette activité a également subi les contrecoups de la guerre, avec dans les premières années la destruction systématique du cheptel, gros et petit bétail (volaille, lapins,...). Sa destruction a eu entre autres conséquences, l'arrêt du fumage des champs et par conséquent, la baisse des productions agricoles.

Le petit bétail

Le petit élevage constitue une alternative à l'élevage du gros bétail pour sa capacité de production, et ses débouchés importants à l'intérieur du pays et dans la capitale Bujumbura. La relance du petit élevage peut créer des opportunités d'emploi et de revenus pour les ex-enfants soldats parce qu'il demande peu d'espace et moins de soins.

Le gros bétail

Que se soit dans la capitale ou à l'intérieur du pays, la production de lait a connu un essor remarquable avec la vente de lait en Mairie de Bujumbura, et celle de sa collecte et transformation dans le centre du pays.

Des filières de collecte et de vente de lait se sont donc organisées, dans la plaine de l'Imbo depuis un certain nombre d'années, mais également sur les axes Bujumbura-Kayanza, Bujumbura-Gitega et Bujumbura-Rutana. Cette filière prend de l'ampleur avec le retour de la paix. La relance de l'élevage va créer des opportunités d'emploi et d'initiatives économiques pour les démobilisés.

Les filières de collecte et de vente du gros bétail de boucherie restent classiques, notamment avec le bétail en provenance de la Tanzanie et transitant dans les provinces du Nord et de l'Est. Ces filières peuvent également intéresser les ex enfants soldats.

Les perspectives de relance de l'agriculture élevage

La mise en place d'institutions démocratiquement élues et le retour de la sécurité sur l'ensemble du territoire national offrent de bonnes perspectives de relance du secteur

agricole. Les bailleurs de fonds prévoient le financement des projets importants : le PRDMR et le PTRPC par le FIDA, le PRASAB et le projet d'appui au développement communautaire et social par la Banque Mondiale.

La FAO appuie les DPAE dans la relance de l'agriculture et de l'élevage par des actions de promotion et de livraison de semences de qualité pour les cultures vivrières et de légumes à travers tout le pays. Il en est de même du PNUD à travers ses multiples activités financées à travers d'autres partenaires de terrain via le PCAC, le PAM et des ONG Internationales qui se re-orientent résolument de l'urgence vers le développement. Un bon nombre d'entre elles appuient des activités agricoles à travers des associations d'agriculteurs.

La promotion du petit élevage à travers des chaînes de solidarité des ménages sur une base collinaire est aussi encouragée.

L'agriculture et l'élevage sont encore aujourd'hui et pour longtemps les créneaux porteurs d'une bonne réintégration des ex-combattants dans la structure de production existante. Ils sont la garantie immédiate de la participation et de la réinsertion à la vie sociale et active des communautés pour des démobilisés qui étaient dans leur très grande majorité, des agri-éleveurs.

4.1.2 La pêche et la pisciculture

La pêche est développée le long du Lac Tanganyika et intéresse beaucoup de jeunes des communes riveraines. Avant la crise, la pêche était bien encadrée par les services de pêche mais souffrait déjà du manque de moyens de pêche (bateaux, filets...) et de conditionnement et du dysfonctionnement important au niveau de la commercialisation.

La pisciculture quant à elle est peu développée malgré un potentiel non négligeable.

La promotion de la pêche et de la pisciculture pourrait redynamiser ces secteurs et procurer des emplois et des revenus aux ex-enfants soldats.

4.1.3 La production de matériaux de construction

La production de matériaux de construction est développée à travers tout le pays.

Des briques, des tuiles, du bois travaillé sont produits et utilisés dans la construction des maisons et des différentes infrastructures économiques et sociales (marchés, hangars de stockage, écoles, centres de santé).

Des ateliers de menuiserie produisent des mobiliers et des bancs pupitres pour équiper les maisons et les écoles.

Le gouvernement va lancer deux programmes de grande envergure qui vont avoir des conséquences notables sur le développement du secteur de l'artisanat de construction : la reconstruction des maisons détruites pendant la crise et de nouvelles maisons pour les différentes catégories de sinistrés (déplacés, rapatriés) et la réhabilitation et la construction d'écoles primaires pour faire face à l'afflux d'élèves consécutif à la décision de rendre gratuit l'enseignement primaire.

Ces deux programmes vont nécessiter des fournitures en très grande quantité de matériaux de construction. La production de ces matériaux pourrait fournir des opportunités d'emplois rémunérés à la plupart des ex-enfants soldats dans toutes les provinces du pays.

4.1.4 L'artisanat

L'artisanat de production qui peut intéresser les ex-enfants soldats est constitué par la couture, la production de savon et le séchage du petit poisson, la transformation alimentaire (fromage, confitures, ...) et la boulangerie.

Ces métiers sont les plus répandus dans les centres urbains et périurbains.

L'artisanat de service n'est pas développé dans le pays et est constitué par quelques métiers présents dans les centres urbains, notamment la soudure, la vannerie, la réparation électrique/mécanique et la coiffure.

L'artisanat de service connaît également des spécificités régionales qui vont du traitement des fibres (vannerie, cordelettes pour billetterie) dans le Nord du pays, à la couture/broderie un peu partout.

4.1.5 Le commerce

Il est caractérisé dans sa grande majorité par de petites boutiques où l'on vend des produits de première nécessité (sel, savon, sucre, huile, bière...), de petits magasins où l'on vend des tissus et habits divers, des houes et parfois des engrais et des produits phytosanitaires.

On retrouve également, à travers tout le pays, du commerce ambulant pratiqué par des commerçants allant d'un centre de négoce à l'autre suivant les jours de marché pour vendre des habits usagés et des produits de première nécessité. Enfin, des kiosques ont aujourd'hui vu le jour dans des marchés (kiosques marchés) qui attirent beaucoup de démobilisés.

Dans toutes les régions du pays, le commerce des produits de l'agriculture et de l'élevage s'est beaucoup organisé et développé ces dernières années, générant de grandes filières de collecte et de vente. Les produits les plus vendus sont le haricot, le manioc, la bière de banane, le charbon, le riz, le sorgho, les légumes et le petit bétail.

D'autres activités lucratives peuvent être exercées par les ex-enfants soldats comme les grillades, la collecte du lait, le lavage des véhicules, le gardiennage et la mouture.

4.1.6 Les projets d'infrastructure de base à caractère économique et social

Dans le cadre des programmes de réhabilitation et de reconstruction, il est prévu de réhabiliter et/ou reconstruire les infrastructures sociales détruites ou endommagées pendant la guerre dans toutes les provinces du pays, dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté. Le gouvernement envisage également le lancement des projets d'infrastructure économique comme les aménagements hydro agricoles, la construction de marchés et de hangars de stockage, la construction des routes en terre et des pistes de désenclavement, le pavage des routes, l'assainissement des voiries, la lutte antiérosive et le reboisement des bassins versants. Tous ces projets peuvent utiliser les ex-enfants soldats.

4.1.7 Les emplois formels

Il existe aussi des possibilités d'emplois formels dans les services et projets gouvernementaux ainsi que dans les sociétés de production publiques et privées.

Les projets et les services agricoles et les grandes filières agroindustrielles offrent parfois des possibilités d'emploi qui peuvent profiter aussi aux ex-enfants soldats. C'est le cas notamment des Directions provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE), de l'ISABU, des projets de reboisement et de certains grands projets financés par l'extérieur. Citons notamment le PRASAB dans les provinces Bubanza, Makamba et Muramvya, le PRTPC dans les provinces Bujumbura Rural et Ruyigi, le PRDMR dans les provinces Cibitoke et Kanyanza, ainsi que la REGIDESO et l'ONATEL au niveau des centres urbains et particulièrement à Bujumbura.

Des sociétés de production de riz, de thé, de coton, de café et de tabac sont implantées dans les provinces cibles et pourraient offrir du travail aux ex-enfants soldats.

4.2 Critères d'évaluation des opportunités d'emploi

Pour les activités génératrices de revenus rémunératrices : le produit ou le service doit être vendable et procurer un revenu supérieur au salaire minimum.

Le potentiel économique est un autre critère d'évaluation :

- disponibilité de matières premières et d'intrants et possibilité d'accès facile ;
- technique de production maîtrisée ou maîtrisable moyennant une formation technique ne dépassant pas 9 mois ;
- existence d'un marché d'écoulement.

L'existence de services d'appui efficaces est aussi nécessaire pour mesurer les possibilités d'accès à l'emploi. Il s'agit de l'encadrement technique dans les divers domaines, des possibilités d'accès au crédit et de l'existence à des distances raisonnables de structures de formation professionnelle pour améliorer les connaissances techniques des ex-enfants soldats.

4.3 Les conditions d'accès à l'emploi et les services à mettre en place

Pour accéder aux différentes opportunités décrites ci-dessus, certaines conditions doivent être remplies et des appuis extérieurs assurés. Les principales conditions d'accès sont notamment la disponibilité de terres, l'encadrement, et le financement pour les activités à caractère agricole, et la formation et le micro crédit pour les activités artisanales et le commerce. Les emplois formels sont quant à eux fonction du financement des projets dans divers domaines et des projets à haute intensité de main-d'oeuvre en particulier.

Les services d'appui à mettre en place sont notamment les services d'encadrement agricole, le renforcement des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers et un fonds pour le financement des activités d'intégration des ex-enfants soldats.

Conditions d'accès à l'emploi et services à mettre en place

Secteur	Opportunité d'emploi	Condition d'accès	Appuis disponibles	Services à mettre en place par le projet	Coût
Agriculture	■ pépinières café, thé ■ Multiplication de semences, bouture de manioc et de patates douces	■ Encadrement ■ Formation ■ Financement ■ Disponibilité des terres ■ Formation ■ Financement	■ DPAE ■ Projets UE	2 encadreur agricoles/commune ■ Fonds d'intégration des enfants soldats	2 motos+ Fonctionnement +700.000\$
Petit élevage	■ auto emploi : 3 chèvres/ enfant soldat, volaille			Fonds d'intégration	PM
Gros bétail	Collecte de lait	Fonds de roulement (vélo, conteneur)		■ Micro finance	PM
Artisanat	■ production de briques et de tuiles ■ Menuiserie	■ Fonds de roulement ■ Formation des artisans ■ Fonds de roulement	■ CEM	■ Formation des enseignants ■ Fourniture d'équipements ■ Fonds d'intégration	
Emplois Formels	■ ouvrier agricole ■ infrastructures économiques et sociales	■ Financement des projets	■ Bailleurs de fonds (tous)		

Chapitre V : La formation professionnelle et l'apprentissage des métiers

5.1 La formation professionnelle

5.1.1 Situation actuelle

L'Enseignement Professionnel de base dans les centres d'Enseignement des Métiers concerne en général les filières de couture, maçonnerie et la menuiserie. Il existe d'autres filières organisées dans les différents CEM bien qu'elles ne soient pas très nombreuses et bien fréquentées.

Au niveau des CEM, la formation est supportée par le Gouvernement et dure 3 ans. Cependant, avec le concours de quelques organismes et organisations non gouvernementales, des formations modulaires sur le tas de 6 mois ont été organisées dans quelques provinces. Les filières visées par ces formations étaient : la mécanique auto, la boulangerie, la couture, la menuiserie, le bâtiment, et la coiffure pour dames et hommes.

Que ce soit pour la formation de longue durée ou de courte durée, on recrute les déscolarisés de niveau 6^{ème} au moins et âgés de 15 à 25 ans.

L'approche méthodologique utilisée pour l'enseignement professionnel est de 70% à 80% de pratique, le reste du temps étant occupé par la théorie. Pour la formation sur le tas, elle est à 100% pratique (learning by doing).

Néanmoins, l'enseignement professionnel souffre de l'absence de programmes clairs et uniformes pour tous les CEM qui organisent les mêmes sections. Ces programmes sont en cours d'élaboration pour quelques sections. Il est question d'élaborer des documents qui montrent les objectifs de formation et les éléments d'évaluation du niveau d'acquisition des compétences visées pour chaque section. Aussi, faudrait-il disponibiliser la documentation nécessaire aux formateurs pour chaque section.

5.1.2 Forces et faiblesses de l'Enseignement professionnel

L'enseignement professionnel a aussi bien des forces que des faiblesses.

Pour ce qui est des forces, l'enseignement professionnel a une population cible très importante et potentiellement active. Le Burundi est un pays où prédomine le secteur primaire qui a besoin d'être modernisé afin de donner naissance à des artisans professionnels. Il est donc très important d'initier les jeunes aux métiers, ce qui contribuerait considérablement au développement du pays.

Pour ce qui est des faiblesses, elles sont liées notamment :

- au faible budget alloué au secteur, ce qui ne permet pas d'avoir des moyens suffisants pour l'équipement en matériel didactique, en consommables et logistiques ;
- à l'insuffisance qualitative et quantitative des infrastructures et des formateurs qualifiés ;

- aux difficultés d'insertion socio-économique des lauréats après la formation ;
- au manque d'encadrement pédagogique des CEM.

Pour faire face à ces faiblesses, il faut qu'il y ait une volonté politique et la disponibilité des fonds. L'expérience montre que la formation professionnelle serait plus efficace si on adoptait l'approche de formation modulaire où la pratique occuperait au moins 80%. Pour cela, chaque centre devrait avoir des unités de production avec des professionnels qui permettraient aux apprenants d'acquérir le savoir-faire qui manque aux lauréats actuels. Ces unités permettraient l'autofinancement de ces centres.

La création de nouvelles filières est souhaitée pour permettre aux apprenants d'acquérir les compétences nécessaires pour exercer une profession répondant aux opportunités identifiées dans chaque région.

Il faut également des formateurs qualifiés et en nombre suffisant. Pour y arriver, on devrait perfectionner le personnel en place et former d'autres en fonction des besoins, organiser des missions (stages) de formation dans des pays plus avancés en matière de formation aux métiers. L'inspection et l'encadrement pédagogique sont d'importance capitale, raison pour laquelle il faudrait prévoir un budget conséquent pour ces tâches.

Il est enfin recommandé de créer un fonds pour promouvoir l'insertion socio-économique des lauréats des différentes sections.

5.2 L'apprentissage chez l'artisan

L'apprentissage chez l'artisan est une autre possibilité pour améliorer les connaissances des ex-enfants soldats pour leur permettre d'accéder à un emploi rémunéré.

Les opportunités dans le domaine de l'apprentissage traditionnel se trouvent surtout dans la maçonnerie, la menuiserie et la mécanique :

- Chez le Maçon :
 - Transport des matériaux de construction ;
 - Aide au dosage du ciment ;
 - Assistant maçon (il construit aux ordres de son maître maçon) ;
 - Métier acquis sur le tas.
- Chez le Menuisier :

L'apprenti fait de petits travaux et reçoit les tâches en fonction du niveau des connaissances acquises : transport des planches et autres matériaux, achat de certains articles, familiarisation avec les différents outils de travail, aide au cadrage, traçage et mesurage des planches

Métier de menuisier acquis sur le tas et avec le temps.

- Chez le Mécanicien :

Aide mécanicien : le stagiaire fait tous travaux que son maître mécanicien lui confie et en même temps il observe toutes les démarches de réparation que son maître entreprend.

Après un certain temps, il devient lui aussi mécanicien par expérience

N.B : Tous les travaux réalisés par l'apprenti jusqu'au stade de titulariat sont rémunérés sur base d'une convention conclue dès le départ entre l'apprenti et son maître.

Chapitre VI. Les opportunités d'emploi pour les ex enfants soldats dans les huit provinces cibles



Les huit provinces visées par l'étude sont : Bubanza, Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Cibitoke, Kayanza, Makamba, Muramvya, Ruyigi.

6.1 PROVINCE BUBANZA

L'enquête a été menée dans la Province de BUBANZA en décembre 2005 pendant que les forces rebelles du FNL-PALIPEHUTU menaient des actions de guérilla dans les communes MUSIGATI et RUGAZI, frontalières de la KIBIRA.

A cause de ces perturbations sécuritaires, l'enquête n'a porté que sur les communes de la Région naturelle de l'IMBO, à savoir : BUBANZA, GIHANGA et MPANDA.

6.1.1 Situation économique

Situé au Nord-Ouest du pays, la province de Bubanza est limitée au Sud par les provinces de Bujumbura Mairie et Bujumbura Rural, à l'Est par les provinces de Muramvya et Kayanza et au Nord par la province de Cibitoke.

Du point de vue administratif, elle est subdivisée en 5 communes qui s'étalent sur deux régions naturelles : le Mumirwa et l'Imbo. Les cinq communes sont les suivantes : Bubanza, Gihanga et Mpanda dans la région de l'Imbo et RUGAZI et Musigati dans le Mumirwa.

Du point de vue économique, la province de Bubanza vit essentiellement de l'agriculture : les cultures vivrières y sont prédominantes notamment la banane, la patate douce, le manioc et le haricot dans toute la province et le riz dans l'Imbo où il est cultivé dans des terres aménagées et irriguées.

Mis à part le riz qui est fortement encadré et qui connaît donc des rendements importants (6 T/ha en moyenne) et dont la production est commercialisée, la productivité des autres cultures est faible et les récoltes servent pour l'essentiel à l'alimentation des familles des producteurs.

Le manioc est également une culture de rapport importante : il est en partie consommé directement par les ménages mais une bonne partie est vendue sous forme de farine à Bujumbura. Ces derniers temps, une maladie virale « la mosaïque » a frappé les boutures de manioc et la production est pratiquement réduite à néant. Un programme de multiplication des boutures de manioc est en cours de lancement.

La collecte et la vente des bananes est aussi une activité lucrative et pourrait intéresser les ex-enfants soldats en association.

Les cultures industrielles qui sont pratiquées sont le café dans le Mumirwa et le palmier à huile et le coton dans l'Imbo.

La culture du café a beaucoup régressé ces dernières années à cause du mauvais entretien des plantations et des dysfonctionnements des services d'encadrement. La production a chuté à cause d'une baisse sensible des rendements. Un programme de relance de la culture du café est en cours d'exécution avec le financement de l'Union Européenne et pourrait intéresser les ex-enfants soldats en particulier la production en association des plants caféiers.

Le palmier à huile pourrait être un créneau porteur au vu des débouchés importants existants à Bujumbura (huile de palme, aliments pour bétail, savonnerie) mais sa rentabilité n'est pas envisageable à court terme.

6.1.2 Les opportunités d'emploi

6.1.2.1 Les Activités génératrices de revenu

Dans le domaine agricole, les cultures vivrières qui peuvent procurer des revenus monétaires appréciables sont : le riz, le manioc, le palmier à huile et la tomate.

Même si le riz est consommé dans les ménages, une grande partie de la récolte collectée par la Société Régionale de Développement de l'IMBO nourrit la population de la ville de Bujumbura et les habitants des centres urbains de l'intérieur du pays.

Les ex-enfants soldats pourraient se regrouper en association pour produire du riz et le vendre à condition d'avoir accès à des terrains aménagés, d'être encadrés par les services de la SRDI comme les autres riziculteurs et d'obtenir les moyens pour acheter les intrants.

Le décorticage du riz est une autre activité lucrative qui pourrait intéresser les ex-enfants soldats. L'exploitation d'une décortiqueuse en association pourrait leur procurer des revenus importants s'ils obtenaient un financement.

La ville de Bujumbura constitue un marché d'écoulement privilégié de la farine de manioc. Malheureusement la culture de manioc connaît actuellement des difficultés liées à une maladie appelée mosaïque du manioc. La multiplication de boutures qui résistent à la maladie relancerait la production et les enfants soldats pourraient y trouver une autre activité génératrice de revenus.

L'huile de palme est également produite dans la région et a un débouché attrayant et sûr à Bujumbura et dans les autres centres urbains. Les tourteaux sont également recherchés comme aliment de bétail et dans les unités de production de savon qui prolifèrent dans les quartiers de Bujumbura et d'ailleurs.

Toutes ces cultures : riz, manioc, huile de palme dont le marché d'écoulement n'est jamais saturé sont bien indiquées pour les enfants soldats démobilisés regroupés en association de production et de commercialisation.

La tomate a été aussi signalée dans cette circonscription. Des investissements substantiels orientés dans cette culture pourraient permettre un processus de transformation jusqu'à sa commercialisation en boîtes.

La collecte et la vente des bananes à bière est une activité lucrative. La fabrication et la commercialisation de cette bière occupent beaucoup de gens et l'argent circule rapidement. Comme les enfants soldats démobilisés ne semblent pas attirés par les investissements dont le résultat est projeté à plus de 3 mois, la vente de cette bière de banane présente des opportunités de gains à exploiter.

L'élevage du gros bétail a connu un véritable essor dans les communes de GIHANGA et BUBANZA. Le lait y est collecté, transporté sur vélo et vendu à Bujumbura. Les ex-enfants soldats pourraient se livrer à cette activité à condition d'obtenir un financement pour l'achat de vélo.

La réhabilitation et la construction des infrastructures économiques et sociales nécessiteront la fourniture de matériaux locaux de construction et d'équipements en grande quantité.

Les métiers en rapport avec l'artisanat de production comme la menuiserie, la briqueterie et la tuilerie vont donc se développer et les ex-enfants soldats vont y trouver des opportunités d'emploi.

Les ateliers de couture avec des machines manuelles sont présents dans toutes les communes et pourraient employer les ex-enfants soldats.

Le secteur du commerce et des services renferme une multitude de métiers qui peuvent intéresser les ex-enfants soldats : boutiquiers, vendeurs de beignets, tenanciers des bars et restaurateurs, des tourneurs de vidéo cinéma, coiffeurs, des taxi vélo, taxi moto, des grillades de viandes etc... Les enfants soldats démobilisés ont la latitude d'exercer ces activités commerciales du secteur informel car, elles n'exigent pas beaucoup de capital ni de technique particulière, mais constituent des sources de revenus réguliers non négligeables.

Synthèse des AGR en province de Bubanza

Secteur	Opportunité d'emploi	Type d'organisation	Obstacles à l'accès	Solutions
1. Agriculture	■ Commercialisation du riz	Association	■ Manque de terrains aménagés	■ attribution de terres irriguées aux associations de riziculteurs ■ Micro finance
	■ Production de plants caféiers	Association	■ Financement	
	■ Production de boutures de manioc	Association	Financement, Terre	
	■ Collecte et vente de bière de banane	Association	Financement, Terre	
	■ Production de farine de manioc	Individuel	Financement	
2. Elevage	■ Elevage caprin (2 unités)	Individuel	Financement	
	■ Elevage de porcs (2 unités)	Individuel	Financement	
	■ Collecte et vente de lait	Association	Financement	
3. Artisanat de production	■ Fabrication de briques	Association	Formation	Apprentissage
	■ Fabrication de tuiles	Association		Apprentissage
	■ Menuiserie (bancs pupitres, portes, fenêtres)	Chez l'apprenti		CEM
4. Petit commerce et services	■ Vendeurs de beignets	Individuel	Financement	Micro finance
	■ Cabaretier			
	■ Restauration	Individuel		
	■ Taxi vélo	Individuel		

6.1.2.2 Les emplois formels

Société/Projet	Activité	Opportunité d'emploi
1. SRD Imbo	Encadrement des riziculteurs Usinage et commercialisation du riz	■ Ouvrier à l'usine ■ Collecte du riz paddy ■ Distribution d'engrais
2. PTPCE	Construction d'infrastructures d'intérêt collectif (Bureau communal et marché de Gihanga, Lycée de Buhayira)	■ Ouvrier ■ Fournisseurs de matériaux de construction
3. BDD Bubanza	Construction, réhabilitation des centres de santé	■ Ouvrier ■ Fournisseurs de matériaux de construction
4. CORDAID	Réhabilitation des hôpitaux et centres de santé	■ Ouvrier ■ Fournisseurs de matériaux de construction
5. Etat du Burundi	■ Construction, réhabilitation des écoles et des centres de santé ■ Reconstruction des maisons d'habitation ■ Pistes rurales ■ LAE	■ Ouvrier ■ Fournisseurs de matériaux de construction

6.1.3 Les services d'appui (encadrement et financement)

L'encadrement des activités agricoles des ex enfants soldats peut être assuré par les services de la DPAAE Bubanza. La SRDI pourrait également encadrer les enfants démobilisés dans la culture du riz si des terrains appropriées et des moyens de production leur sont fournis.

Malgré une distinction nette des activités à financer, les sources de financement sont peu diversifiées. Les fonds pour exercer des activités agricoles proviennent de l'initiative privée, mais aussi des dons accordés. Les activités artisanales et autres métiers fonctionnent avec les fonds propres, des crédits contractés auprès des micros finances ou alors les initiateurs reçoivent des dons sous forme d'équipements et/ou outillage de la part des ONG locales et internationales, des bailleurs de fonds et de l'Administration. Des financements peuvent également être obtenu dans le cadre du projet PRASAB financé par la Banque Mondiale.

6.1.4 Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers

1. Commune Bubanza

1.1 CEM Bubanza

Capacité d'accueil : 200 apprenants

Capacité utilisée : 30

Filières :

- couture : 20 élèves, formateurs qualifiés
- menuiserie : 4 élèves, 2 formateurs qualifiés
- maçonnerie : 6 élèves, 3 formateurs qualifiés

Nombre de formateurs : 13 qualifiés

Équipement : insuffisant

Besoins en équipement :

- Section couture : machine à coudre + accessoires
- Section menuiserie : scies, rabots métalliques, foreuses, équerres, tenailles et accessoires, presse ordinaire

Bâtiments : disponibles

1.2 CEM Cija

Capacité : 150

Capacité utilisée : 19

Capacité occupée par filière :

- Menuiserie : 8 élèves, 2 enseignants qualifiés
- Maçonnerie : 7 élèves, 1 enseignants qualifiés
- Couture : 4 élèves, 3 enseignants qualifiés

Équipement existant : insuffisant

Besoins : scies, rabots métalliques, presse ordinaire etc.

Bâtiments : disponibles

2. Commune Gihanga

CEM Gihanga

Capacité : 100

Capacité utilisée : 25

Capacité occupée par filière :

- couture : 12 élèves, 2 enseignants qualifiés
- électricité : 9 élèves, 3 enseignants qualifiés
- soudure : 4 élèves, 3 enseignants qualifiés

Capacité restante : 75

Équipement existant : insuffisant

NB : les communes Mpanda, Musigati et Rugazi n'ont pas de structure fonctionnelle de formation professionnelle

Opportunités d'emploi et offres de formation professionnelle

Province Bubanza



1. La province Bubanza est subdivisée en 5 communes : Bubanza, Gihanga, Mpanda, Musigati, Rugazi
2. Opportunités d'emploi
 - Agriculture : production de riz, pépinières café, production boutures de manioc, collecte et vente de bière de banane, production de farine de Manioc.
 - Elevage : élevage de chèvres et de porcs, collecte et vente de lait
 - Artisanat de production : fabrication de briques et de tuiles, menuiserie
 - Commerce et service : vente de beignets, bar, restaurant, couture, Taxi vélo
 - Emplois formels : SRDI, PTPCE, BDD Bubanza, CRDAID, Projets du gouvernement (constriction écoles, centres de santé, LAE, Pistes rurales)
3. Offres de formation professionnelle :
 - Commune Bubanza : CEM Bubanza, CEM CIYA
 - Commune Gihanga : CEM Gihanga

6.2 PROVINCE BUJUMBURA – RURAL

6.2.1 Situation économique

La province Bujumbura rural est située au Centre Ouest du pays. Elle est frontalière avec les provinces de Bururi au Sud, Mwaro et Muramvya à l'Est, Bubanza et la Mairie de Bujumbura à l'Ouest. Elle est subdivisée en 11 communes : Mukike, Mugongomanga, Bugarama, Muhuta, Isale, Mutambu, Mutimbuzi, Mubimbi, Nyabiraba, Kanyosha, Kabezi.

La province de Bujumbura Rural s'étend sur 3 régions naturelles à savoir : l'Imbo, à l'ouest avec une altitude comprise entre 800 et 1200 , le Mumirwa compris entre 1200 et 1800 m et le Mugamba compris entre 1800 et 2400 m.

Les principales activités par région naturelle sont les suivantes :

- Mugamba :
 - ❑ Cultures vivrières : Maïs, pomme de terre, petit pois, blé
 - ❑ Culture industrielle : thé
 - ❑ Elevage bovin prédominant ainsi que petit élevage
- Mumirwa :
 - ❑ Cultures vivrières : banane, haricot, manioc, légumes et fruits (tomate, choux, oignon)
 - ❑ Artisanat : maçonnerie, briqueterie, tuilerie, menuiserie, nattes, taille de la pierre pour le pavage
- Imbo :
 - ❑ Cultures vivrières : banane, manioc, riz dans la plaine, légumes (tomate, oignon)
 - ❑ Cultures industrielles : palmier à huile, café
 - ❑ Pêche : sur le lac Tanganyika
 - ❑ Elevage : volaille, porcins

La proximité de la ville de Bujumbura donne des débouchés importants aux productions de la province. Mais les capacités de production sont réduites par l'exiguïté des terres, le relief accidenté qui provoque une forte érosion des terres et une baisse considérable de la fertilité des sols.

6.2.2 Les opportunités d'emploi

6.2.2.1 Les activités génératrices de revenus

Les activités génératrices de revenus se trouvent principalement dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'artisanat.

Dans le secteur agricole, les cultures vivrières qui peuvent procurer des revenus monétaires sont le manioc et les légumes dans la partie Imbo de la province, et la pomme de terre et le blé dans le Mugamba. Ces deux cultures ont un marché d'écoulement assuré dans la ville de Bujumbura et un potentiel économique important.

Dans le domaine des cultures industrielles, l'Office du thé du Burundi(OTB) envisage de faire des extensions importantes dans la région naturelle du Mugamba, et il existe des possibilités intéressantes de produire des plants de thé en association. Les pépinières

café peuvent également procurer des revenus intéressants aux enfants soldats dans le cadre du programme de réhabilitation de la culture du café surtout dans le Mumirwa et l'Imbo.

Le petit élevage, axé sur la chèvre et le porc, peut également constituer des activités lucratives. La pêche artisanale sur le Lac Tanganyika pourrait occuper utilement les ex-enfants soldats à condition qu'ils obtiennent des moyens de pêche et qu'ils bénéficient d'un encadrement technique suffisant.

Dans le domaine artisanal, les plus grandes opportunités existent dans la production et la vente de matériaux de construction (briques, tuiles, pierres taillées) en fonction d'importants travaux de construction existantes et des projets de pavage des rues programmés à Bujumbura et ailleurs.

Le petit commerce (boutique, bar etc..) y est aussi possible.

Synthèse des AGR en province de Bujumbura Rural

Secteur	Opportunités d'emploi	Type d'organisation	Obstacles à l'accès	Solutions
1. Agriculture	■ Manioc, légumes ■ pomme de terre, blé ■ pépinières thé, café	■ Individuel ■ individuel ■ association	■ Financement ■ Connaissances techniques	■ Micro finance ■ Formation
2. Elevage	■ caprins ■ porcins	■ Individuel ■ individuel	Financement	Micro finance
3. Pêche	■ pêche artisanale sur le lac Tanganyika	Association	■ Financement ■ Encadrement	■ Micro finance ■ Formation
4. Artisanat	■ Maçonnerie ■ briqueterie ■ tuilerie ■ menuiserie ■ Taille de pierre	■ individuel ■ association ■ association ■ association	■ Financement ■ Connaissances techniques	■ Enseignement des métiers ■ Micro finance
5. Commerce & service	■ bar, boutique ■ taxi vélo ■ couture	Individuel	Financement	Micro finance

6.2.2.2 Les emplois formels

- Etat : Réhabilitation et construction d'infrastructures économiques (écoles, centres de santé, reboisement)
- PRTPC (FIDA) :
 - ❑ production des semences
 - ❑ pépinières de plants fruitiers et forestiers
 - ❑ Aménagement des marais
- OTB :
 - ❑ pépinière thé
 - ❑ cueillette thé
 - ❑ Usine à thé Jenda

6.2.3 Les services d'appui (Encadrement et financement)

DPAE Bujumbura rural pour l'encadrement agricole
COOPEC et le micro crédits pour le financement

6.2.4 Évaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers

1. Commune Mubimbi

CEM Mageyo

Capacité d'accueil : 60

Filières : couture : 12 apprenants ; maçonnerie : 5 apprenants

Enseignants qualifiés : 1 couture (besoins : 3) ; 0 maçonnerie (besoins : 4)

Équipement : suffisant

Bâtiments : en bon état

2. Commune Mutambu

CEM Maramvya

Capacité : 50, nombre d'apprenants : 34

Filière : couture

Enseignants qualifiés : 2 besoins : 2

Équipement : suffisant

Bâtiments : en bon état

3. Commune Bugarama

CEM Magara

Capacité : 120

Apprenants :

Filières : couture : 25

Maçonnerie : 20
 Menuiserie : 45
 Enseignants qualifiés : couture : 6
 Maçonnerie : 0 à besoins : 4
 Menuiserie : 0 à besoins : 4
 Équipements : suffisant
 Bâtiments : en bon état

4. Commune Mugongomanga

CEM Jenda
 Capacité : 50, capacité utilisée : 59
 Filière : couture
 Enseignants qualifiés : 4
 Équipements et bâtiments : satisfaisants

5. Commune Nyabiraba

CEM Matara
 Capacité : 100
 Filière : couture : 41 apprenants
 Menuiserie : 36 apprenants
 Enseignants qualifiés : 2 pour la couture, 1 pour la menuiserie
 Besoins : 2 pour la couture, 3 pour la menuiserie
 Équipements et bâtiments : en bon état

6. Commune Isale

CEM Rushuhi
 Capacité : 50
 Filières : couture, cuisine, maçonnerie
 Enseignants qualifiés : couture : 4
 Cuisine : 0, besoins : 4
 Maçonnerie : 1, besoins : 3
 Équipements et bâtiments : satisfaisants

7. Commune Mukike

CEM Nyabisaka
 Capacité : 60
 Apprenants : 21
 Filières : couture : 12 apprenants

Menuiserie : 9 apprenants

Enseignants qualifiés : couture : 1 ; menuiserie : 1

Équipement et bâtiment

8. Commune Kanyosha

CEM Buhonga

Capacité : 60 Apprenants

Couture : 11 apprenants, maçonnerie : 6 apprenants

Enseignants qualifiés : 0

Besoins : 4 couture, 4 maçonnerie

Équipement et bâtiments satisfaisants

Opportunités d'emploi et offres de formation professionnelle

Province Bujumbura Rural



1. La province Bujumbura rural est subdivisée en 11 communes : Bugarama, Isale, Kabezi, Kanyosha, Mubimbi, Mugongomanga, Muhuta, Mukike, Mutambu, Mutimbuzi, Nyabiraba
2. Opportunités d'emploi
 - Agriculture : production de manioc, légumes, pomme de terre, pépinières café et thé
 - Elevage : chèvre, porc
 - Pêche : pêche artisanale sur le Lac Tanganyika
 - Artisanat: briqueterie, maçonnerie, tuilerie, menuiserie, couture, taille de la pierre
 - Commerce et services : bar, restaurant, boutique, Taxi vélo
 - Emplois formels : PRTPC, OTB, SOGESTAL Mumirwa, Projets d'infrastructures sociales
3. Offres de formation professionnelle :
 - Commune Mubimbi : CEM Mubimbi
 - Commune Mutambu : CEM Marmvya
 - Commune Bugarama : CEM Magara
 - Commune Mugongomanga : CEM Jenda
 - Commune Nyabiraba : CEM Matara
 - Commune Isale : CEM Rushubi
 - Commune Mukike : CEM Nyabisaka
 - Commune Kanyosha : CEM Buhonga

6.3 PROVINCE BUJUMBURA - MAIRIE

6.3.1 Situation économique

La Mairie de Bujumbura est constituée de 13 communes urbaines. Sa population a considérablement augmenté depuis 1993 à cause des populations provenant d'autres provinces en quête de sécurité pour leurs familles. Actuellement elle est estimée à plus de 600.000 habitants alors qu'elle était de moitié au début de la crise. Cette situation exerce une grande pression sur la situation économique et sociale de la mairie. Le pourcentage de pauvres est le plus élevé au niveau national et le taux de chômage y est également le plus élevé (plus de 20% de la population active est au chômage). La ville de Bujumbura, capitale du pays, constitue le principal pôle économique et le plus grand marché du Burundi.

Les principales industries y sont concentrées (industrie agroalimentaire, textile, métallique et chimique). De nombreuses entreprises semi industrielles et artisanales y sont également implantées. La plupart des entreprises de production ont souffert des effets de la crise et ont dû réduire leur production et licencier une partie de leur personnel.

Les secteurs porteurs :

- la rehabilitation des infrastructures sociales et économiques
- la construction de logements
- le curage des caniveaux, l'évacuation des eaux usées, la protection des rivières
- l'assainissement
- les usines de transformation (industries agricoles etc.)
- les sociétés de gardiennage
- le lavage des véhicules
- le pavage

6.3.2 Les opportunités d'emploi

6.3.2.1 Les activités génératrices de revenus

Dans la province de Bujumbura Mairie, les activités génératrices de revenus se retrouvent dans le secteur artisanal, dans le petit commerce et services.

Il existe aussi des opportunités de petit élevage et de culture maraîchère dans les zones périphériques.

Au niveau de l'artisanat, les opportunités d'emploi se retrouvent dans les garages, les savonneries, les moulins à manioc, à riz, la tôlerie, la soudure et la petite mécanique.

Au niveau du commerce et des services, il y a les bars, les restaurants, les salons de coiffure, les taxi vélo, les tambourinaires, le lavage de véhicules, le gardiennage.

L'élevage de volaille et la culture de légumes peuvent être pratiquées par les ex-enfants soldats au niveau périphérique.

Synthèse des AGR en Mairie de Bujumbura

Secteur	Opportunités d'emploi	Type d'organisation	Obstacles à l'accès	Solutions
1. Artisanat	■ garage ■ savonnerie ■ Moulin à manioc ■ Tôlerie ■ Soudure ■ petite mécanique	■ association ■ association ■ association ■ ouvrier ■ ouvrier ■ ouvrier	■ Financement ■ Connaissances techniques ■ Financement	■ Micro finance ■ Formation
2. Commerce & services	■ bar, restaurant ■ salon de coiffure ■ Taxi vélo ■ Lavage de véhicules ■ Gardiennage ■ Tambourinaires	■ Individuel ■ association ■ Individuel ■ Individuel ■ Individuel ■ Association	■ Ressources financières ■ Formation	■ Micro crédit ■ apprentissage
3. Agri élevage	■ culture maraîchère ■ volaille	■ association ■ individuel	Financement	Micro finance

6.3.2.2 Les emplois formels

- ABUTIP : pavage des rues
- Mairie :
 - Entretien des routes
 - Curage des caniveaux
 - Enlèvement des ordures ménagères
- REGIDESO et ONATEL : pose de câbles
- Diverses entreprises de production

6.3.3 Les services d'appui (encadrement et financement)

Pour l'encadrement de l'artisanat, il existe des services du gouvernement chargés de l'appui aux artisans mais elles sont en veilleuse à cause de la crise et du manque de financement.

S'agissant du micro crédit plusieurs institutions ont été mises en place et accordent des facilités de financement qui pourraient intéresser les entreprises qui emploient les ex-enfants soldats.

6.3.4 Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers

1. Commune Buyenzi

CEM Buyenzi

Filière : couture

Capacité : 130

Capacité utilisée : 65

Enseignants qualifiés : 9

Infrastructures d'accueil : suffisants, 3 salles de classe, 2 magasins, 1 bureau administratif

2. Commune Nyakabiga

2.1 CEM Nyakabiga I

Capacité : 60

Capacité utilisée : 9

Capacité non utilisée : 51

Personnel enseignant : 6

Bâtiments : 1 salle de classe, 1 bureau administratif

2.2. CEM Nyakabiga II

Filière : couture

Capacité d'accueil : 90

Capacité utilisée : 7

Enseignants qualifiés : 9

Équipement et infrastructures d'accueil : suffisant

Bâtiments : appartenant à la paroisse Saint-Sauveur

3. Commune Buterere

CEM Mubone

Filières :	apprenants	capacité d'accueil	Enseignants
Couture :	11	12	4
Maçonnerie :	7	60	4
Menuiserie :	1		1

Équipement : insuffisant

Besoins : rabots métalliques, scies, vilebrequins etc.

4. **Commune Musaga**

CEM Musaga

Capacité : 115

Filière :

- Couture : 67 apprenants
- Bâtiment : 15 apprenants
- Menuiserie : 8 apprenants
- Gestion : 17 apprenants

Enseignants qualifiés :

- 15 pour la couture
- 4 pour le bâtiment
- 3 pour la menuiserie
- 11 pour la gestion

Besoins en matériel didactique

Bâtiments : suffisant

5. **Commune Cibitoke**

CEM Cibitoke

Capacité : 170

Apprenants : 40

Filière : couture : 35 sur 85

Soudure : 5 sur 85

Enseignants qualifiés pour la couture : 12

Enseignants qualifiés pour la soudure : 0 à besoins 4

Bâtiments :

- 1 local pour la production
- 2 salles de classe
- 2 magasins

Matériel didactique à compléter

6. **Commune Kinama**

CEM KINAMA

Filières : couture & menuiserie

Capacité d'accueil : couture : 90 ; apprenants 14

Menuiserie : 90 ; apprenants : 3

Enseignants qualifiés : 6 couture, 3 menuiserie

Bâtiments : 1 bureau, 1 salle de production, 3 salles de classe, 1 magasin, 3 ateliers

Besoins en matériel didactique

7. Commune Kanyosha

CFFP Kanyosha

Filières : couture, Bâtiment plomberie, mécanique auto, électricité, secrétariat, comptabilité

Capacité : 600

Capacité utilisée : 65

Enseignants qualifiés

Bâtiments en construction

8. Commune Buterere

Don Bosco

Filières :

- couture
- menuiserie
- maçonnerie
- secrétariat
- plomberie
- construction métallique
- électricité

Capacité d'accueil : 600

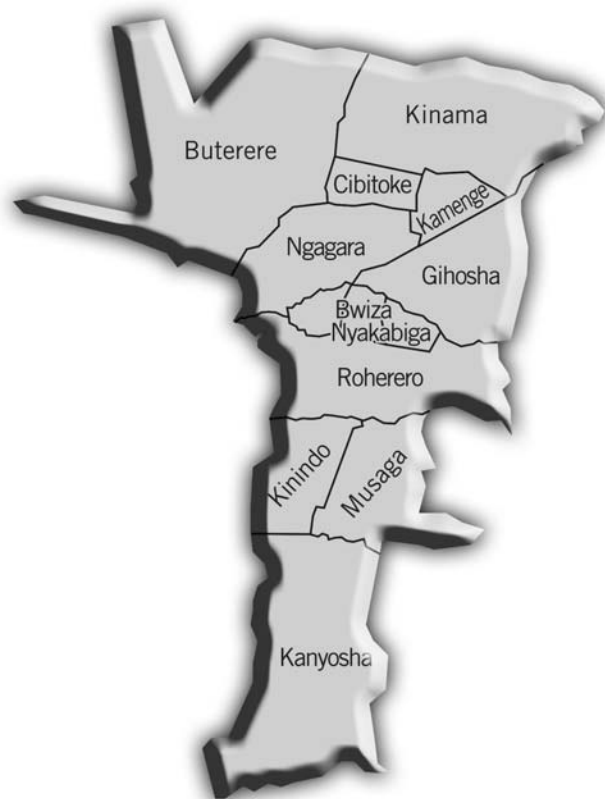
Capacité utilisée : 336

Enseignants qualifiés

Bâtiments et équipements satisfaisants

Opportunités d'emploi et offres de formation professionnelle

Province Bujumbura - Mairie



1. La Mairie de Bujumbura compte 13 communes : Buterere, Bwiza, Cibitoke, Gihosha, Kamenge, Kanyosha, Kinama, Kinindo, Musaga, Ngagara, Nyakabiga, Musaga, Rohero
2. Opportunités d'emploi
 - Artisanat: mécanique, savonnerie, moulin à manioc, tôlerie, soudure
 - Commerce et service : bar, restaurant, salon de coiffure, Taxi vélo, lavage de véhicule, gardiennage, Tambourinaires
 - Agriculture et élevage : culture maraîchère, aviculture
 - Emplois formels : ABUTIP (pavage des rues), entretien de routes et curage des caniveaux, enlèvement d'ordures ménagères(Mairie), REGIDESO et ONATEL :Pose de câbles
3. Offres de formation professionnelle :
 - Commune Buyenzi : CEM Buyenzi
 - Commune Buterere : CEM Mubone, Don Bosco
 - Commune Nyakabiga : CEM NyakabigaI, NyakabigaII, CFPP Nyakabiga
 - Commune kanyosha : CEM Kanyosha
 - Commune Musaga : CEM Musaga
 - Commune Kinama : CEM kinama
 - Commune Kamenge : Centre Jeunes Kamenge
 - Commune Cibitoke : CEM Cibitoke

6.4 PROVINCE CIBITOKÉ

6.4.1 Situation économique

La province Cibitoke est située au Nord-Ouest du pays. Elle est frontalière des provinces Kayanza à l'Est, Bubanza au Sud, du Rwanda au nord et de la RDC à l'Ouest. Elle s'étend en grande partie sur la région naturelle de l'Imbo avec une altitude moyenne comprise entre 800 et 1000 m. Son climat est tropical avec une pluviométrie moyenne annuelle de 900 mm et une température moyenne de 24°C.

La province connaît dans certaines parties une densité très élevée (388 habitants/km² en commune de Buganda) et des problèmes de disponibilité de terres. Elle est subdivisée en 6 communes : Buganda, Bukinanyana (Mugamba), Mabayi (Mugamba), Mugina (Mumirwa), Murwi (Imbo), Rugombo (Imbo).

Les activités principales qui y sont développées sont essentiellement l'agriculture vivrière (la banane avec une grande commercialisation de bière de banane, le haricot, le maïs, le manioc, la patate douce), les cultures de rapport (riz, café, coton, tabac, palmier à huile, thé dans le Mugamba), et l'élevage de bovins (Mugamba et Rugombo). L'élevage bovin est développé dans les communes du Mugamba et dans la commune de Rugombo, tandis que le petit élevage est présent partout (caprins, volailles, porcins, ovins). Les autres secteurs d'activité sont marginaux, à part la culture du tabac qui est encadrée par la BTC et qui procure des revenus importants aux familles.

6.4.2 Les opportunités d'emploi

6.4.2.1 Les activités génératrices de revenus

Dans le secteur de l'Agriculture, le sol de CIBITOKÉ est très fertile et les cultures y sont diversifiées. Les cultures vivrières les plus répandues sont : le haricot, le riz, le manioc, la patate douce, le maïs, la colocase, la banane, le petit pois dans les hautes collines, la tomate, les fruits et légumes et les arachides. La particularité de CIBITOKÉ est que toute la production vivrière est vendue au marché. Les ménages se réservent une petite partie pour les semences. L'exception est faite pour le manioc. Une partie de la farine de manioc est vendue, une autre est gardée pour la consommation dans les ménages. Les recettes des vivres vendus servent à l'achat de la viande et des Ndagala et à la satisfaction des besoins primaires des ménages.

Il faut noter que le gros des revenus provient du manioc et de la bière de banane. Des revenus procurés par d'autres denrées alimentaires comme le haricot, le maïs, l'arachide, le riz, la tomate, l'ananas ne sont pas non plus négligeables. Les enfants soldats démobilisés disposent donc d'une gamme de produits vivriers qui assureraient des revenus réguliers et consistants s'ils s'y adonnaient.

Les cultures de rente les plus fréquentes dans les communes sont le thé, le coton et le tabac dont les marchés d'écoulement demeurent respectivement l'Usine de thé de Buhoro à Mabayi, la COGERCO et la BTC. D'autres cultures de rente telles que le café de Mabayi, le palmier à huile génère des revenus. Toutes ces cultures de rente sont certes productives mais n'intéresseraient pas les enfants soldats démobilisés parce que leur rentabilité prend du temps. S'ils étaient regroupés en association de production, ils pour-

raient associer les cultures vivrières dont le résultat est rapide et les cultures de rente qui procurent beaucoup de revenus en une fois mais avec un retard relatif.

Dans le domaine de l'élevage, les priorités diffèrent d'une commune à une autre. Il y en a qui mettent des bovins en premier lieu et d'autres les caprins. De manière générale, nous y avons trouvé des bovins, des caprins et des porcins. Il y a quelques temps, l'élevage du gros bétail était devenu intense et les points de vente de lait de Bujumbura s'approvisionnaient dans cette province. Malheureusement, la guerre n'a épargné aucun secteur. Les enfants soldats démobilisés pourraient être des propriétaires de vaches et fournisseurs de lait ou des collecteurs et vendeurs de lait si la sécurité revenait. Quant aux caprins et porcins, ils sont consommés localement mais aussi vendus à l'abattoir de Bujumbura pour alimenter les boucheries et les marchés.

Du côté de l'artisanat la construction du centre de santé de RUGOMBO, d'un grand nombre de cases d'alphabétisation du CDF, d'un gîte communale de Mugina, d'une Ecole paramédicale privée, des marchés modernes de Nyeshenza et de Mabayi en perspectives nécessiteront des hommes, des matériaux de construction locaux et des équipements. Les métiers liés à l'artisanat de production comme la menuiserie, la brique-terre et la tuilerie s'annoncent promoteurs. De même les métiers en rapport avec le bâtiment tels que la maçonnerie et la charpente seront revalorisés. Les enfants soldats démobilisés, techniquement capables de produire ou de construire seront intéressés. Les ateliers de couture sont aussi présents dans la province. Par contre, la soudure et la petite mécanique ne se développent pas par manque d'électricité. L'orpaillage est aussi signalé en commune Mabayi et occupe beaucoup de gens, y compris les enfants. Les enfants soldats démobilisés pourraient faire de même.

Au niveau du commerce formel et informel, il a été relevé la vente des produits de l'agriculture et de l'élevage. On peut y ajouter les salons de coiffure, les bars et restaurants, les boutiques, les taxi-vélo, les taxi moto et cela un peu partout dans les communes visitées

Synthèse des AGR en province Cibitoke

Secteur	Opportunité d'emploi	Type d'organisation	Obstacles à l'accès	Solutions
1. Agriculture	■ commerce bière de banane ■ production et commercialisation farine de manioc ■ production de tomates ■ pépinière café ■ pépinière thé ■ production de tabac	■ Individuel ■ Individuel ■ Association ■ Association ■ Association ■ Association ■ Individuel	■ Financement ■ Connaissances techniques	■ Micro crédit ■ Encadrement agricole
2. élevage	■ caprins ■ porcins ■ collecte de lait	■ Individuel ■ Individuel ■ Individuel	Financement	Micro crédit
3. Artisanat	■ briqueterie ■ tuileries ■ menuiserie ■ couture	■ Association ■ Association ■ Association ■ Individuel	■ Connaissances techniques ■ Financement	Formation + Micro finance
4. Commerce et services	■ boutiques ■ bar ■ Taxi – vélos	■ individuel	■ Financement	Micro crédit

6.4.2.2 Les emplois formels

Les enfants soldats démobilisés trouveraient également des emplois décents dans les activités du secteur formel. En commune RUGOMBO s'est implanté une société, la RUGOFARM qui utilise une main-d'œuvre d'à peu près 200 travailleurs permanents. Elle fait louer des terres aux paysans pour la culture du riz, des ananas et des tomates. Quant à l'investisseur, il pratique une culture industrielle et mécanisée de plantes en vue de produire des huiles essentielles, des pili-pili et des citrons. Le projet IPEC pourrait engager des pourparlers avec le propriétaire de la RUGOFARM et lui demander quel appui il pourrait apporter pour que la société puisse intégrer les enfants soldats démobilisés dans le processus de fabrication.

Des sociétés organisées comme la COGERCO, la BTC et l'usine de thé de Buhoro peuvent embaucher ces enfants. Il y en a qui ne voient aucune contrainte à ce que les ex-enfants soldats rendent leurs prestations. Mais d'autres sont réticentes car, disent-elles, ces enfants ne sont pas habiles à s'appliquer. L'ONG Internationale ARP est disposée à les engager dans son projet d'extension du réseau de captage et de distribution d'eau. Concernant les travaux de réhabilitation et de construction des infrastructures économiques et sociales, qui constituent des opportunités d'emploi, nous soulignons l'aménagement de la route RUGOMBO-KAYANZA par BERCO, deux centres de santé de Mabayi et Rugombo par TWITEZIMBERE, deux marchés modernes pour Nyeshenza et Mabayi par PTPCE, un gîte communal à Mugina et une école paramédicale privée. Pour PREFED, des projets de travaux communautaires sont programmés et seront financés par le FIDA et les CDF.

6.4.3 Les services d'appui (encadrement et financement)

Partenaires financiers : COOPEC, PRDMR, OTB, COGERCO, BTC, COPECAB, COSPEC

Les activités agricoles sont essentiellement financées par l'épargne et les fonds propres avec un appui technique de la DPAE. Le FIDA intervient dans la culture des fruits et légumes en commune Mugina et dans l'élevage. La Burundi Tobacco Company, la COGERCO et l'OTB offrent des appuis dans les techniques culturales modernes du tabac, du coton et du thé chacune dans son domaine d'intervention. Ces sociétés constituent aussi des sources de financement parce qu'elles achètent les récoltes directement aux agriculteurs. D'autres financements proviennent des institutions de micro finance sous forme de crédit comme la Coopecab, la Cospec, et la Coopec. Les travaux à haute intensité de main d'œuvre bénéficient des interventions de la Banque Mondiale (à travers PTPCE, l'ASBL TWITEZIMBERE) et du FIDA (PRDMR, PREFED).

6.4.4 Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers

1. Commune RUGOMBO

1.1 CEM de Karurama

Filière : couture

Capacité d'accueil : 200 apprenants

Effectifs actuels : 26 apprenants

Ressources humaines : 6 enseignants, tous qualifiés

Ressources matérielles : 1 hangar est disponible

Besoins : 3 locaux pour menuiserie, tôlerie et soudure que le centre souhaiterait voir initiées

Ressources techniques existantes : 3 machines à coudre, 2 tableaux noirs

Besoins : 30 machines à coudre, des équipements pour des filières à initier : menuiserie, tôlerie et soudure

Le CEM de KARURAMA admet tous les enfants sans distinction aucune, qui disposent d'un certificat de 6^{ème} primaire. Les enfants soldats démobilisés qui remplissent cette condition sont acceptés.

1.2 CEM de Rukana

Filières : la couture et la section agropastorale

Capacité d'accueil : 240 apprenants

Effectifs actuels : 16 apprenants

Ressources humaines : 5 enseignants qualifiés

Ressources matérielles : l'existant: 1 classe

Besoins : 1 local que le centre voudrait qu'il démarre

Ressources techniques existantes : 3 machines à coudre, 2 tableaux noirs

Besoins : 45 bancs pupitres, 3 tableaux noirs, 30 machines à coudre, équipement pour la maçonnerie

Le responsable du CEM ne révèle aucun inconvénient à ce que les enfants soldats démobilisés qui ont le certificat de 6^{ème} primaire se font inscrire dans cette école.

1.3 Centre de formation rurale (FR)

Filières : Agriculture, Elevage, Artisanat et Apiculture

Gestion : privée, propriétaire Frères Bene Yozefu. Financier : Projet BIT/IPEC

Capacité d'accueil : 50 apprenants

Effectifs actuels : 34 sans ex-enfants soldats

Ressources humaines : 6 enseignants permanents, 4 vacataires, tous qualifiés

Besoins : des animateurs

Ressources matérielles existantes: 12 locaux disponibles

Ressources techniques existantes : 50 bancs pupitres, 20 tabourets, armoires

Besoins : 100 bancs pupitres, 30 tabourets, 6 armoires

Niveau minimum exigé : 6^{ème} année primaire. Les ex-enfants soldats n'avaient pas encore commencé mais ils étaient au point de démarrer, ils sont déjà inscrits.

2. Commune Murwi

CEM Kigazi

Filières : couture et maçonnerie

Capacité d'accueil : 240 apprenants

Effectifs actuels : 50 apprenants

Ressources humaines : 3 enseignants, tous qualifiés

Ressources matérielles existantes: 3 salles de cours

Besoins : des locaux pour les sections menuiserie, maçonnerie que le centre souhaiterait que l'Etat initie

Ressources techniques existantes : 3 machines à coudre, 20 bancs pupitres tableaux noirs

Besoins : 30 machines à coudre, matériel de formation pour la section maçonnerie, 120 bancs pupitres, équipements pour la menuiserie

Comme partout ailleurs, le centre n'exclut personne qui dispose d'un certificat de 6^{ème} primaire

3. Commune Buganda

3.1 CEM de CUNYU

Filières : Maçonnerie, Agro-pastorale

Capacité d'accueil : 280 apprenants

Effectifs actuels : 5 apprenants

Ressources humaines : 4 enseignants, tous qualifiés

Besoins : 4 enseignants en menuiserie

Ressources matérielles : bâtiment : 1 local

Besoins : des salles pour l'apprentissage de la menuiserie

Ressources techniques existantes : 2 machines à coudre

Besoins : 30 machines à coudre, des machines pour la menuiserie à démarrer, 45 pupitres

Condition d'admission : 6^{ème} primaire pour tout candidat, sans exception aucune.

3.2 CEM de KABURANTWA

Filières : couture

Capacité d'accueil : 120

Effectifs actuels : 55

Ressources humaines : 6 enseignants qualifiés et 1 non qualifié

4. Commune Mugina

CEM de NYABUGIMBU

Filières : couture et maçonnerie

Capacité d'accueil : 240 apprentis

Effectifs actuels : 17 apprentis

Ressources humaines : 3 enseignants qualifiés

Ressources matérielles bâtiments existants : 3 salles de cours

Besoins : 1 salle pour la menuiserie

Ressources techniques existantes : 3 machines à coudre et 10 bancs pupitres

Besoins : 30 machines à coudre, 120 bancs pupitres, matériel de formation pour la section menuiserie

Niveau minimum exigé pour les candidats : certificat de 6^{ème} primaire.

Opportunités d'emploi et offres de formation professionnelle

Province Cibitoke



1. La province Cibitoke est subdivisée en 6 communes : Buganda, Bukinanyana, Mabayi, Murwi, Rugombo
2. Opportunités d'emploi
 - Agriculture: vente bière de banane, production farine de manioc, production de tomates, pépinière café (Partie Imbo-Mumirwa), pépinière thé (partie Mugamba)
 - Elevage : chèvre, porc, collecte et vente de lait
 - Artisanat : briqueterie, tuilerie, menuiserie, couture
 - Commerce et services : boutique, bar, taxi-vélo
 - Emplois formels : DPAE, PTPCE, RUGOFARM, BTC, COGERCO, projets de l'Etat(infrastructures sociales)
3. Offres de formation professionnelle :
 - Commune Rugombo : CEM Karurama, Rukana, CFR
 - Commune Buganda : CEM Cunyu, Kaburantwa
 - Commune Mugina : CEM Nyabugimbu
 - Commune Murwi : CEM Kigazi

6.5 PROVINCE KAYANZA

6.5.1 Situation économique

La province de Kayanza est située au Nord du pays. Elle est limitée au Sud par la province de Muramvya, à l'Est par la province de Ngozi, au Nord par le Rwanda et à l'Ouest par les provinces de Bubanza et Cibitoke.

Elle est découpée en 8 communes à savoir Butaganzwa, Gahombo, Gatara, Kayanza, Matongo, Muhanga, Muruta et Rango, qui s'étendent en grande partie sur la région du Buyenzi et une petite partie sur le Mugamba.

La région naturelle de Buyenzi a une altitude moyenne de 1500m avec un climat tropical humide et une pluviosité moyenne annuelle comprise entre 1200 et 1500 mm. Le Mugamba quant à lui a une altitude comprise entre 1900 et 2600 mm et jouit d'un climat tempéré.

L'économie de la province de Kayanza se base sur l'agriculture et l'artisanat. L'agriculture y est principalement de subsistance avec en plus de petites parcelles de café dans le Buyenzi et des plantations de thé dans le Mugamba. Mais la rareté des terres, liée à une densité de population très élevée, a poussé une partie de la population à émigrer vers d'autres régions moins densément peuplées (au Nord-Ouest, à l'Ouest et à l'est du pays) soit pour s'y installer définitivement soit comme main d'œuvre saisonnière.

Les principales cultures de la province sont la banane, la patate douce, le manioc, le maïs, le haricot, la pomme de terre et le riz de marais, les fruits et légumes.

L'extrême morcellement des terres (moins de 0.5 ha par ménage de 5 personnes) ne suffit plus à nourrir la famille et la terre constitue une contrainte majeure pour entreprendre des activités génératrices de revenus dans le secteur agricole. Le développement de l'élevage est lui-même limité par l'absence de pâturage et seul le petit élevage peut être envisagé (chèvres, porcins, volailles).

6.5.2 Les opportunités d'emploi

6.5.2.1 Les activités génératrices de revenus

Compte tenu de la rareté des terres cultivables, seule la multiplication des semences de pomme de terre pourrait être faite en association par les ex-enfants soldats à condition de leur donner des terres et de financer les intrants. Le petit élevage (caprins, porcins, volaille) y est favorable.

Concernant les cultures d'exportation (thé et café), des possibilités existent surtout dans la création de pépinières dans le cadre du programme de réhabilitation et d'extension de ces cultures.

L'activité artisanale s'est développée considérablement dans la province de Kayanza, particulièrement dans la production des matériaux de construction (menuiserie, briques, tuiles), dans la petite mécanique et dans la couture. Ce secteur constitue la principale opportunité d'emploi pour les ex-enfants soldats.

La province de Kayanza produit une bonne partie des matériaux de construction utilisés à Bujumbura et dans le pays, et ses artisans sont souvent sollicités pour aller les produire dans les autres régions du pays.

Au niveau du commerce et des services, les activités génératrices de revenus pouvant intéresser les ex-enfants soldats sont : Bar, restaurant, taxi-vélo, commerce de produits agricoles (huile de palme), boutique.

Synthèse des AGR en province Kayanza

Secteur	Opportunités d'emploi	Type d'organisation	Obstacles à l'accès	Solutions
1. Artisanat	■ Production de briques, et tuiles ■ Menuiserie ■ Petite mécanique ■ Couture	Association	■ Financement ■ Connaissances techniques	■ Micro finance ■ Formation professionnel le
2. Agriculture	■ Production de semences (haricot, maïs) ■ Production de plants de café et de thé	■ association	■ Financement ■ Encadrement	■ Micro crédit ■ DPAE
3. Commerce & services	■ bar 2 restaurant ■ Taxi-vélo ■ Commerce de produits agricoles ■ boutique	individuel	Financement	Micro crédit

6.5.2.2 Les emplois formels

OTB : L'OTB a pour activité la production et la transformation du thé

- Cette activité est subdivisée en 3 phases :
- plantation industrielle
- plantations villageoises
- travail à l'usine

Parmi les activités exercées à l'OTB RWEKURA, celles qui peuvent occuper les ex-enfants soldats sont :

- l'aménagement des pistes rurales
- l'aménagement des pépinières
- la cueillette des feuilles vertes
- l'entretien des plantations industrielles
- l'entretien des pistes industrielles
- l'abattage des bois sur la piste
- la construction des hangars

Ces activités peuvent occuper plus ou moins 1000 personnes dont des ex-enfants soldats.

La SOGESTAL Kayanza : La SOGESTAL KAYANZA collecte et transforme le café de la Province Kayanza. Elle utilise entre 2000 et 3000 ouvriers pendant la campagne café, pour les travaux d'entretien du café (taille, paillage, pulvérisation, fertilisation), l'entretien des pistes caféicoles (au niveau de 28 stations de lavage) et l'appui aux associations et producteurs de plants caféiers.

DPAE : La DPAE Kayanza entreprend les activités suivantes qui pourraient intégrer les ex-enfants soldats :

- Création de pépinières fruitières et forestières
- Reboisement et LAE
- Réhabilitation des centres semenciers (80 ha)
- Pistes rurales
- Encadrement et suivi des activités agro-sylvo-pastorales

Les opportunités d'emploi dont dispose la DPEA KAYANZA pouvant intégrer les ex-enfants soldats sont :

- L'aménagement et l'entretien des pistes rurales
- La culture des espèces anti-érosives (la DPEA avait un champ de 40 hectares avant la crise)
- La réhabilitation des centres semenciers qui couvrent une superficie de 80 hectares
- L'Aménagement des pépinières et le reboisement

ISABU : L'ISABU a 3 centres de recherche à Kayanza sur les cultures vivrières et sur le café. Les travaux agricoles suivants peuvent intéresser les ex-enfants soldats :

- entretien des jardins semenciers
- aménagement des pépinières
- récolte des données de recherche

Etat du Burundi : L'Etat du Burundi va lancer des programmes de réhabilitation et de construction des écoles et des centres de santé et les ex-enfants soldats pourraient y trouver de l'emploi.

6.5.3 Les services d'appui (encadrement et financement)

Le principal service d'appui est la DPAE pour l'encadrement des Agri éleveurs.

Deux structures de financement sont recensées :

COOPEC : donne des crédits aux membres à 10 % d'intérêt.

UCODE : donne des crédits aux associations et membres actionnaires ou affiliés de l'UCODE

6.5.4 Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers

1. Commune Kayanza

1.1 CEM KAYANZA

Capacité totale : 100

Capacité actuelle : 46(30 filles et 10 garçons)

Filière disponible : couture

Ressources matérielles : disponibles (5 salles) :

- atelier de couture
- salle d'exposition
- salle de formation
- salle à air libre
- salle de réunion

Besoins :

- extension salle à air libre
- extension salle de formation

Ressources techniques (équipement existant)

- 23 machines à coudre à pédale
- 2 machines mixtes à pédale
- 8 machines à coudre électronique
- Equipement et matériel de cuisine

Ces structures acceptent les ex-enfants soldats et la condition d'accès est le certificat des écoles primaires. Les ex-enfants soldats ne remplissent pas tous ces conditions.

1.2 PAK (*promotion artisanat KAYANZA*)

Capacité totale : 70

Capacité utilisée : 40

Filières : Menuiserie et métallique

Ressources humaines :

- Enseignants qualifiés :12
- Enseignants non qualifiés :12
- Besoins à promouvoir : stage de formation des formateurs

PAK accepte les ex-enfants soldats sans poser des conditions

1.3 CEM Ryirengeye

Capacité d'accueil: 70

Capacité actuelle : 39

Filières : Menuiserie, Maçonnerie et ECOFA (Economie familiale)

Ressources humaines : 5 qualifiés et 1 non qualifié

Ressources matérielles (8 salles disponibles) :

- atelier de menuiserie
- atelier de maçonnerie
- atelier ECOFA
- salle d'exposition
- salle de formation menuiserie
- salle de formation maçonnerie
- salle de réunion
- salle à air libre

Les conditions d'accès sont le certificat des écoles primaires, ceci pour dire que certains ex-enfants soldats n'ont pas l'accès.

2. Commune : MUHANGA

CEM CEYEREZI

Capacité d'accueil: 60

Capacité actuelle : 39 (23 filles pour ECOFA, 16 garçons pour Menuiserie)

Filières : Economie familiale (ECOFA), Menuiserie

Ressources matérielles disponibles : (6 salles):

- atelier de menuiserie
- atelier ECOFA
- salle de formation
- salle d'exposition
- salle à air libre
- salle de réunion

Besoins : Extension salle de formation, Extension salle à air libre

Ressources humaines :

Enseignants qualifiés : 5

Enseignants non qualifiés : 1

Les conditions d'admission : certificat d'école primaire

3. Commune : RANGO

CEM Rubinga

Capacité d'accueil: 30

Capacité utilisée : 16(8 filles, 8 garçons)

Filières : couture

Ressources matérielles : disponibles : (5 salles) :

- atelier de couture
- salle de formation
- salle d'exposition
- salle à air libre

- salle de réunion

Besoins : Extension salle de formation, Extension salle à air libre

Ressources humaines : 2 Enseignants tous qualifiés

4. Commune **KABABORE**

CEM RANDA

Capacité totale: 40

Capacité utilisée : 10 pour la filière fonctionnelle

Filières : Maçonnerie (fonctionnelle), Menuiserie (non fonctionnelle)

Ressources matérielles : 6 salles

Ressources humaines : 2 Enseignants tous qualifiés

5. Commune **GAHOMBO**

5.1 *Centre social éducatif de RUKAGO*

Capacité totale: 200-500 (Rotation c'est à dire formation accélérée 3 à 6 mois pour la majorité surtout les analphabètes)

Capacité utilisée : 170

Filières : couture associée à la cuisine

Ressources humaines : 9 Enseignants (6qualifiés, 3 non qualifiés)

Ressources matérielles : 8 salles (amplement suffisant selon le responsable)

Ressources techniques : entre 30 – 50 machines, pas de problème toujours selon le responsable du centre.

Que ça soit les ex-enfants soldats qui n'ont rien comme formation ou ceux qui ont fait la 6^{ème} année primaire, tous sont admis. Les détenteurs d'un certificat des écoles primaires ont le droit de faire 3 – 4 ans, sinon les autres ont accès à la formation de 3 – 6 mois. La majorité des inscrits sont des filles ; le centre est tenu par les sœurs.

5.2 *CAR (Centre Artisanal Don Bosco) de RUKAGO*

Capacité totale: 200-300

Capacité utilisée : 36 (tous des garçons)

Filières : Menuiserie, Soudure, Maçonnerie

Ressources humaines : 8 Enseignants, tous qualifiés

Ressources matérielles : 8 salles et un bureau disponible. Pas de besoins en rapport avec les infrastructures

Ressources techniques : les machines sont suffisantes, mais il faut réparer celles qui sont en panne

Les conditions d'accès à ce centre sont : avoir un certificat des écoles primaires, ce qui veut dire que les ex-enfants soldats qui remplissent les conditions peuvent bénéficier de la formation.

Opportunités d'emploi et offres de formation professionnelle

Province Kayanza



1. La province Kayanza est subdivisée en 9 communes : Butaganzwa, Gataro, Gahombo, Kabarore, Kayanza, Matongo, Muhanga, Muruta, Rango
2. Opportunités d'emploi
 - Artisanat : briqueterie, tuilerie, menuiserie, mécanique, couture
 - Agriculture : production semences, pépinière café et thé
 - Commerce et services : bar, restaurant, boutique, vente de produits agricoles(huile de palme, avocat)
 - Emplois formels : OTB, SOGESTAL Kayanza, DPAE, ISABU, projets du gouvernement(infrastructures sociales)
3. Offres de formation professionnelle :
 - Commune Kayanza : CEM Kayanza, PAK, CEM Ryirengeye
 - Commune Muhanga : CEM Ceyerezi
 - Commune Gahombo : Centre social éducatif de Rukago, centre artisanal Don Bosco de Rukago
 - Commune Kabarore : CEM Randa
 - Commune Rango : CEM Ruhinga

6.6 PROVINCE MAKAMBA

6.6.1 Situation économique

La province de Makamba est située à l'extrême Sud du pays. Elle est frontalière de la Tanzanie au Sud et des provinces de Bururi et Rutana au Nord. Elle est découpée en 6 communes : Kayogoro, Kibago, Mabanda, Makamba, Nyanza-Lac et Vugizo. Elle s'étend en grande partie sur la région naturelle de Buragane, avec une altitude moyenne comprise entre 1500 et 2000 m. Une partie de la commune de Nyanza-Lac se trouve dans les régions naturelles du Mugamba et de l'Imbo, tandis que Vugizo s'étend sur deux régions naturelles : le Mumirwa et le Bututsi.

Elle a une population de 439.000 habitants avec une densité de 224 habitants au km², inférieure à la moyenne nationale. Longtemps considérée comme région d'immigration, la province de Makamba a reçu des populations provenant des autres régions du pays mais la situation tend à se stabiliser du fait de la croissance rapide de la densité. La province de Makamba, frontalière avec la Tanzanie, a beaucoup souffert de la guerre civile, puisque elle constituait le point d'entrée des attaques rebelles provenant de ce pays.

L'économie de la province est dominée par les cultures vivrières dont les plus importantes sont le haricot et le manioc qui sont autoconsommés, mais aussi vendus dans les autres régions du pays et surtout à Bujumbura en ce qui concerne le manioc. Les cultures de rente sont le caféier sur toute la province et le palmier à huile dans la plaine de l'Imbo. L'élevage bovin est assez développé en particulier dans la région naturelle du Bututsi, tandis que le petit élevage est pratiqué partout (caprins, volailles). La pêche artisanale est également pratiquée sur le lac Tanganyika (commune Nyanza-Lac), mais sa rentabilité est assez faible du fait de la faiblesse de l'encadrement des pêcheurs (manque de moyens, techniques artisanales, pas de financement, vétusté des équipements, pas d'infrastructures de conservation). L'artisanat de construction y est développé et a des capacités d'extension importantes liées aux programmes de réhabilitation et de reconstruction qui sont envisagés dans les années à venir (briqueterie, tuileries, menuiserie).

6.6.2 Les opportunités d'emploi

Pour traiter ce thème, la méthodologie utilisée consistait à faire des descentes dans les communes. Des échanges étaient menés auprès des responsables des collectivités locales, en l'occurrence avec les administrateurs communaux, les représentants des ONG, les responsables au niveau provincial de l'agriculture et de l'élevage, et la rencontre avec les enfants ex-soldats. En ce qui concerne ces derniers, la province MAKAMBA en compte presque dans toutes les communes. Ces ex-enfants soldats sont encadrés par les ONG : IRC, Heath Net TPO. C'est dans la commune KAYOGORO où on compte beaucoup des ex-enfants soldats qui sont encadrés par IRC et Health Net TPO. Pour ce qui concerne les créneaux porteurs de création d'emplois, le responsable de la DPAE MAKAMBA signale que les créneaux porteurs sont localisés dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage et de l'artisanat.

Selon la DPAE MAKAMBA, les grands travaux qui pourraient procurer le plus d'emplois sont les suivants :

- La réhabilitation et la construction des infrastructures socio-économiques
- L'adduction d'eau, les sources aménagées

- L'aménagement des marais, le drainage et l'irrigation
- L'aménagement des pépinières
- Le reboisement de production et de protection des bassins versants.

6.6.2.1 Les activités génératrices de revenus

Il ressort des enquêtes menées dans toutes les communes de la province MAKAMBA que les activités génératrices de revenus sont axées principalement sur le secteur de l'agriculture et de l'élevage, pour les cultures de rente comme le café, le coton, le palmier à huile ainsi que pour les cultures vivrières : le haricot, le sorgho, la banane, le riz, les légumes ainsi que la pêche qui occupe la population riveraine du Lac Tanganyika en commune NYANZALAC. L'autre secteur qui permet le démarrage des activités génératrices de revenus est celui de l'artisanat de production (la menuiserie, la boulangerie, le séchage de poissons, la briqueterie, la tuilerie...) et l'artisanat de service (la soudure, la réparation mécanique, la cordonnerie...).

Synthèse des AGR en province de Makamba

Secteur	Opportunité d'emploi	Type d'organisation	Obstacles	Solutions
1. Agriculture	■ production de manioc	■ individuel	Financement	Micro crédit
	■ pépinières café			
	■ pépinières arbres fruitiers & forestiers	■ association	Financement	
		■ association	Financement	
2. Elevage	■ caprins	■ individuel	Financement	■ Micro crédit
	■ volailles			
3. Pêche	■ pêche artisanale	association	■ Techniques ■ Financement	Encadrement technique
4. Artisanat	■ briqueterie	■ association	Financement	■ Micro crédit
	■ tuileries	■ association		■ Micro crédit
	■ menuiserie	■ association		
5. Commerce & services	■ bar, boutique	individuel	Financement	■ Micro crédit
	■ restaurant			
	■ taxi vélos			

6.6.2.2 Les emplois formels

Les possibilités d'emploi formel existent surtout au niveau des projets de construction et de réhabilitation des infrastructures sociales, lancés par l'Etat, ainsi que dans le cadre du projet PRASAB.

Secteur	Activité	Opportunité d'emploi
1. Etat	■ réhabilitation et construction d'infrastructures socio-économiques (écoles, centres de santé, adduction d'eau, aménagement des marais, Reboisement, construction marchés etc..)	HIMO HIMO
2. PRASAB	■ Pépinières ■ Associations de producteurs	

6.6.3 Les services d'appui (encadrement et financement)

Pour l'encadrement, la DPAE pourra encadrer les producteurs agricoles.

Le PRASAB, le PTPCE, les Coopec sont les institutions de financement pouvant appuyer la création d'emploi.

6.6.4 Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers

Après les descentes effectuées presque dans toutes les communes de MAKAMBA pour identifier les centres d'enseignement des métiers fonctionnels, le constat est le suivant :

Les centres d'enseignement des métiers (CEM) existent dans la province de MAKAMBA. Ces centres sont gérés par le ministère ayant les métiers dans ses attributions. Les CEM de la province MAKAMBA accusent un manque d'appui, les infrastructures sont insuffisantes, le personnel d'encadrement et de formation n'est pas toujours qualifié, les filières de formation ne sont pas non plus diversifiées.

1. Commune Nyanza-Lac

CEM Mugerama

Filières : maçonnerie, couture et menuiserie

Capacité : 100

Capacité utilisée : 20

maçonnerie : 16 élèves, 1 enseignant

couture : 4 élèves, 1 enseignant

personnel qualifié insuffisant

Infrastructures et équipement insuffisants

Filières peu diversifiées

2. Commune Vugizo

CEM Vugizo

Capacité d'accueil : 100

Filières : couture, maçonnerie, menuiserie

Infrastructures sous occupées et enseignants peu qualifiés

3. Commune Makamba

CEM GASAKA

Capacité : 65

Capacité actuelle utilisée : 16

Filières : menuiserie : 8 apprenants, couture : 8 apprenants

Enseignants : 2 pour la couture et 2 pour la menuiserie

Besoins d'enseignants : 2 pour la couture et 2 pour la menuiserie

Peu d'apprenants, capacité sous utilisée

4. Commune Kayogoro

CEM Kayogoro

Capacité : 60 Filières : Maçonnerie : 29 apprenants, couture : 16 apprenants

Capacités utilisée : 45

Filières : Maçonnerie : 29 apprenants, couture : 16 apprenants

Enseignants : 0 pour la maçonnerie ; 3 pour la couture

Besoins d'enseignants qualifiés : 4 pour la maçonnerie ; 1 pour la couture

Opportunités d'emploi et offres de formation professionnelle

Province Makamba



1. La province Makamba est subdivisée en 6 communes : Kayogoro, Kibago, Mabanda, Makamba, Nyanza Lac, Vugizo
2. Opportunités d'emploi
 - Agriculture : production de manioc, pépinière café, pépinières arbres forestiers et fruitiers
 - Elevage : chèvres, poules
 - Pêche : pêche artisanale sur le Lac Tanganyika
 - Artisanat : briqueterie, tuilerie, menuiserie
 - Commerce et services : bar, restaurant, boutique, taxi vélo
 - Emplois formels : projets infrastructures sociales de l'Etat, PRASAB
3. Offres de formation professionnelle :
 - Commune Kayogoro
 - Commune Makamba : CEM Gasaka
 - Commune NyanzaLac : CEM Mugerama
 - Commune Vugizo : CEM Vugizo

6.7 PROVINCE MURAMVYA

6.7.1 Situation économique

La province de Muramvya est située au centre du pays. Elle a une superficie de 695,52 km² représentant 2,5% du territoire national. Elle est délimitée au Nord par la province de Kayanza, au Sud par la province de Mwaro, à l'Est par la province de Gitega et à l'Ouest par la province de Bubanza et au sud EST par la province de Bujumbura rural. Elle s'étend sur 2 régions naturelles : la région du Kirimiro, à climat doux de type tropical avec une altitude comprise entre 1600 m et 2000 m et des précipitations annuelles de 1200 mm et la région du Mugamba à altitude entre 1900 et 2500 m et une pluviosité variant entre 1300 et 2000 mm.

Du point de vue administratif, la province Muramvya est subdivisée en 5 communes : Bukeye, Kiganda, Mbuye, Muramvya et Rutegama.

Dans le domaine économique, la situation est marquée par une agriculture de subsistance (patate douce, manioc, maïs, pomme de terre, haricot) et un élevage bovin extensif dans la région du Mugamba. Les cultures industrielles recensées sont le café dans le Kirimiro et le thé dans le Mugamba.

Du fait d'une densité élevée, les terres arables disponibles pour les ménages sont réduites et l'on peut difficilement trouver des terres libres qui pourraient être utilisées par les jeunes seuls ou en association, même en location.

Les rendements agricoles sont faibles par manque de moyens de production appropriés (semences améliorées, engrais et pesticides). La fumure organique fait également défaut, l'élevage étant limité par l'indisponibilité de pâturages, les paysans préférant réserver le peu de terres disponibles à l'agriculture.

Les activités artisanales et le commerce sont peu développés, mais sont susceptibles de se développer à la faveur des programmes de réhabilitation et de reconstruction en cours de lancement.

Des emplois formels dans des sociétés publiques et privées ou des projets de réhabilitation et de reconstruction peuvent être trouvés en faveur des ex enfants soldats.

Les matières premières destinées à la production des matériaux de construction sont disponibles, les techniques de production sont simples et maîtrisables par les jeunes et le marché d'écoulement est disponible auprès des entreprises de construction, des écoles et des ménages. Les activités prévues dans les entreprises visitées peuvent intéresser et susciter l'embauche d'autres personnes à condition que les charges y relatives soient couvertes par un autre intervenant.

6.7.2 Les opportunités d'emploi

6.7.2.1 Les activités génératrices de revenus

Dans l'ensemble, les 5 principales activités pratiquées dans la province de MURAMVYA générant des revenus, sont:

1. Agriculture : pomme de terre, fruits et légumes et culture du thé
2. Elevage : caprins, porcins et volailles

3. Artisanat : menuiserie, briqueterie et maçonnerie
4. Petit commerce : couture, bar, restaurant et taxi vélo
5. HIMO : cueillette du thé et campagne de récolte du café

Les autres activités qui génèrent des revenus sont le commerce de l'huile de palme et le commerce général (boutiques).

Synthèse des AGR en province de Muramvya

Secteur	Activités	Obstacles à l'accès à l'emploi	Solutions
1. Agriculture	■ Culture de pomme de terre ■ Production de fruits & légumes (fruit de passion) ■ Culture de blé ■ Pépinières de café et de thé	■ financement ■ Intrants	■ Micro crédit ou fonds de soutien ■ Association de producteurs ■ Multiplication de semences par Minagri & Minolacs
2. Elevage	■ porcins ■ volailles	Services vétérinaires	Services vétérinaires
3. Artisanat	■ Menuiserie ■ briqueterie ■ maçonnerie ■ couture	■ Financement ■ Connaissances techniques	■ Formation professionnelle ■ Micro crédit
4. Petit commerce et services	■ bar-restaurant taxi vélo	■ Financement	Micro crédit

6.7.2.2 Les emplois formels

Les entreprises qui peuvent occuper directement les ex-enfants soldats dans la province de Muramvya sont :

- DPAE MURAMVYA
- OTB TEZA
- REGIDESO
- MINOLACS
- SERVICES DES FORETS

DPEA MURAMVYA

Activité principale : Encadrement de la population en matière de l'Agro élevage.

Les activités exercées pouvant intéresser les ex-enfants soldats :

- Production végétale et Inspection phytosanitaire à MURAMVYA. Les activités exercées sont le labour, l'entretien et la récolte.
- - Le centre de BUGARAMA produisait des semences de maïs, blé et pomme de terre, mais suite au manque de financement, il ne produit que la pomme de terre

sur une superficie de 3 ha. La DPAE projette de créer un centre semencier par commune.

- La Production animale : l'activité qui peut intégrer les ex-enfants soldats est la collecte du lait vers les centres de vente et la distribution des produits vétérinaires aux éleveurs membres des associations de producteurs.

OTB TEZA

Activité principale : production et transformation du thé

Cette activité comporte 3 phases :

- plantation industrielle
- plantation villageoise
- usinage

Les activités en cours pouvant intéresser et intégrer les ex-enfants soldats sont :

- cueillette
- entretien des jardins théicoles et des pistes
- usinage
- aménagement des pépinières et pistes
- abattage et transport du bois sur les routes
- aménagement des pépinières forestières pour l'usine et la population environnante
- entretien des pépinières forestières
- gardiennage des plantations, boisement et usine

REGIDESO MURAMVYA

Activité principale : Exploitation des Réseaux d'eaux et d'électricité

Les activités exercées et pouvant intégrer les ex-enfants soldats sont :

- entretien des routes d'accès
- entretien ligne
- entretien canal d'amener au central
- réhabilitation des captages

MINOLACS

Activité principale : Production de la farine de blé

Les activités de MINOLAC qui peuvent intégrer les ex enfants soldats sont :

- l'usinage (transformation et fabrication de la farine)
- la commercialisation de la farine de blé
- la multiplication de semences de blé
- l'entretien et gardiennage de ces champs
- l'entretien des alentours de l'usine
- l'entretien des pistes

Projet en cours pouvant offrir des opportunités d'emploi : projet de promotion de la culture du blé dans la région du Mugamba par la société Minolac

Ce projet consiste à :

- la multiplication et la distribution des semences de blé
- l'achat et l'installation des batteuses (petite machine) sur les collines
- l'aménagement des pistes.

SERVICE DES FORETS

Activité principale : protection et exploitation rationnelle des forêts.

Les activités exercées qui peuvent intéresser et intégrer les ex-enfants soldats :

- l'installation de coupe feux
- les pépinières sylvicoles
- la plantation d'arbres

Les programmes du secteur forestier sont en veilleuse par manque de financement, mais ils figurent en bonne place dans le programme du gouvernement des 5 prochaines années.

6.7.3 Les services d'appui (encadrement et financement)

La DPAE Muramvya a les capacités techniques pour encadrer les activités agricoles des ex-enfants soldats si elle obtient un appui en personnel et en moyens logistiques.

Les structures de financement sont faibles en dehors des COOPEECS qui sont implantées dans les différentes communes.

6.7.4 Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers

La Province de MURAMVYA compte 8 établissements d'enseignement professionnel. La capacité d'accueil est en moyenne de 200 apprenants par établissement pour les structures à caractère public et de 130 pour les structures de formation professionnelle à caractère privé. L'avantage des structures de formation professionnelle privées est que les lauréats bénéficient d'un kit correspondant à la filière après formation.

Du côté infrastructures, les écoles déjà fonctionnelles disposent des locaux suffisants. La majorité des écoles des métiers datent de 1980-1992 pour les établissements publics et des années 1968 pour les écoles privées tenues en majorité par les missionnaires.

Au niveau du personnel, les écoles publiques de MURAMVYA comptent 23 enseignants (17 qualifiés et 6 non qualifiés), pour les privés 19 enseignants (13 qualifiés et 6 non qualifiés).

Du point de vue financier, le budget de l'état couvre les salaires et les frais administratifs, mais c'est un appui insuffisant par rapport aux besoins des écoles d'enseignement des métiers. La majorité des écoles visitées et enquêtées, sollicitent un appui technique sous forme d'équipement ainsi que l'extension des salles de classe pour certaines d'entre elles.

La condition d'accès aux écoles d'enseignement de métier est d'avoir terminé la 6^{ème} année primaire et la durée de la formation est de 3 ans. Le diplôme délivré est un certificat après 3 ans de formation.

Les écoles ont les capacités requises pour organiser une formation accélérée de 3 mois à 9 mois en cas de besoin, à condition de recevoir des appuis techniques et financiers conséquents.

6.7.4.1 Structures d'enseignement des métiers

1. Commune : Muramvya

1.1 Association des métiers pour la promotion du monde rural

Capacité totale : 120

Capacité utilisée : 80

Conditions d'admission : scolarisés et non scolarisés admis

Activité principale : encadrement et formation sur les métiers

Filières disponibles : menuiserie, maçonnerie, Couture

Ressources humaines : 3 enseignants qualifiés

Ressources matérielles : 3 salles disponibles

Besoins d'appui : 4 salles à construire

1.2 CEM Shombo

Capacité totale : 80

Capacité utilisée : 11

Conditions d'admission : scolarisés et non scolarisés admis

Activité principale : encadrement et formation sur les métiers

Sections disponibles : Couture, Maçonnerie

Ressources humaines suffisantes (15 enseignants qualifiés et un seul non qualifié)

Ressources matérielles : les locaux sont suffisants et appartiennent à la paroisse de Muramvya ; les équipements sont suffisants

1.3 CEMERA (centre d'enseignement des métiers de RYARUSERA)

Capacité totale : 200-300

Capacité utilisée : 45

Condition d'admission : 6 années du primaire

Durée de la formation : 3ans Diplôme : A4

Activité principale : Encadrement et formation sur les métiers

Les sections disponibles :

- Agroalimentaire
- Maçonnerie
- Menuiserie

L'initiateur du centre est un missionnaire de la paroisse RYARUSERA de nationalité italienne et le centre bénéficie de l'appui d'une ONG Italienne basée à Bujumbura du nom de DAPADU.

Projet : création d'autres centres dans des localités, notamment à BUGARAMA où les travaux avancent

2. Commune : Rutegama

CEM MUNANIRA

Capacité totale : 120

Capacité utilisée : 45

Conditions d'admission : admission des scolarisés et des non scolarisés

Activité principale : encadrement et formation sur les métiers

Filière disponible : Couture

Ressources humaines : 5 enseignants (4 qualifiés et un non qualifié)

Ressources matérielles : 11 salles de cours

3. Commune MBUYE

CEM Mbuye

Capacité totale : 300

Capacité utilisée : 25

Condition d'admission : pas de condition exigée

Activité principale : encadrement et formation sur les métiers

Filière disponible : Couture

Filières non fonctionnelles à réhabiliter : Menuiserie, Maçonnerie, Agri -élevage (porcin, volailles spécialement) ,petite mécanique et soudure .

Ressources humaines : 7 enseignants (3 qualifiés, 4 non qualifiés)

Ressources matérielles : 12 classes disponibles, équipement insuffisant pour les filières non fonctionnelles

Ce CEM de MBUYE était le modèle des autres CEM dans la province mais la crise a perturbé tous les programmes.

4. Commune BUKEYE

CFA Bukeye (CFABU) tenu par les frères BENE PAUL

Capacité totale : 150

Capacité utilisée : 52(31 garçons et 21 filles)

Conditions d'admission : avoir réussi à l'examen national de 6^{ème} primaire ; pour ce cas les ex- enfants soldats ne sont pas concernés

Diplôme délivré : A3

Formation informelle : tout public et les ex-enfants soldats s'y retrouvent.

La durée de formation est de 12 mois

Activité principale : Encadrement et formation formelle et informelle sur les Métiers

Les filières disponibles : maçonnerie, menuiserie, couture.

Les sections en cours de création : plomberie, mécanique, soudure et tuilerie moderne (à réhabiliter parce qu'existant avant).

Ressources humaines : suffisantes

Ressources matérielles : 10 salles de cours et équipement suffisant

5. Commune Kiganda

5.1 ASSOCIATION GIRUMWETE DE GATABO

Activité principale : formation et transformation agroalimentaire.

Les transformations disponibles pouvant intégrer les ex-enfants soldats :

- Jus de maracuja concentré
- Nectar de maracuja consommé sur place
- Confiture d'ananas et papaye
- Concentré de piment

Les services à créer : Jus d'ananas et Concentré de tomate

Durée de formation : 1-3 mois y compris la période de formation et stage pour évaluer le candidat formé

Un autre projet que l'association compte faire et qui peut occuper un bon nombre des ex-enfants soldats, consiste à l'aménagement des pépinières des fruits et légumes que l'usine utilise. Ces pépinières seront distribuées aux associations des agriculteurs après avoir signé un contrat avec l'usine qu'à la récolte, toute la production sera vendue à l'usine

5.2 CENTRE POUR HANDICAPES KIGANDA

Capacité totale : 80

Capacité utilisée : 18

Conditions d'admission : scolarisés et non scolarisés admis

Activité principale : formation et encadrement sur les métiers

Les services disponibles :

- Couture
- Menuiserie
- Vannerie

Les projets à réhabiliter :

- Agri élevage (lapin, poule, dindons)

Les sections à créer :

- Soudure
- Appareillage pour les handicapés
- Cordonnerie
- Maroquinerie

Ressources humaines : 4 enseignants (3 qualifiés et 1 non qualifié)

Ressources matérielles : le centre dispose de 8 salles de cours.

Opportunités d'emplois et Offres de formation professionnelle

Province Muramvya



1. La province Muramvya est subdivisée en 5 communes : Bukeye, Kiganda, Muramvya, Rutegama et Mbuye
2. Opportunités d'emploi
 - Agriculture : production de pomme de terre, de fruits et légumes, de blé, pépinière café et thé
 - Elevage : porc et volaille
 - Artisanat : briqueterie, tuilerie, menuiserie, maçonnerie, couture
 - Commerce et services : bar, restaurant, boutique, taxi vélo
 - Emplois formels : DPAA, OTB Teza, REGIDESO Muramvya, Minolacs, Département des forêts
3. Offres de formation professionnelle :
 - Commune Muramvya : Association des métiers pour la promotion du monde rural, CEM SHOMBO, CEM Ryarusera
 - Commune Mbuye : CEM Mbuye, CFA Mbuye
 - Commune Kiganda : Association Girumwete de Gatabo, Centre pour handicapés de Kiganda
 - Commune Rutegama : CEM Munanira

6.8 PROVINCE RUYIGI

6.8.1 Situation économique

La province de Ruyigi se trouve à l'Est du pays et est délimitée à l'Ouest par la province de Gitega, au Nord par la province de Cankuzo, à l'Est par la Tanzanie et au Sud par la province de Rutana. Jusqu'aujourd'hui à cause de sa faible densité la province de Ruyigi est considérée comme une zone d'immigration : elle reçoit des populations provenant des provinces du Centre (Gitega, Muramvya) et du Nord (Ngozi, Kayanza) essentiellement.

L'économie de la province est dominée par l'agriculture et l'élevage et peu d'autres activités y sont développées. La densité relativement faible offre des espaces de culture non négligeables. La présence de vastes marais constitue également un atout pour la production agricole.

Les principales cultures vivrières qui y sont développées sont la banane, le haricot, le maïs, le manioc, la patate douce, la pomme de terre et le riz.

Les rendements de ces cultures sont faibles à cause du manque d'intrants (semences de qualité, fumure) et d'un encadrement insuffisant. Les seules cultures commercialisées à grande échelle sont le haricot et l'arachide cultivés sur colline et le riz de marais.

La seule culture industrielle qui est cultivé est le café, mais son rendement est très faible à cause des maladies et de l'insécurité. Il faut rappeler que la province de Ruyigi est celle qui a le plus souffert de la guerre civile et de ses conséquences néfastes.

L'élevage pratiqué dans la province est de type extensif, orienté surtout vers la production de fumier mais le petit élevage est prédominant.

Dans le domaine de la forêt, des efforts importants avaient été déployés dans les années 80 pour reboiser les crêtes dénudées et développer les boisements communautaires et individuels, mais une bonne partie des boisements ont été détruits et des programmes de reboisement sont en cours de lancement.

Au niveau de l'artisanat, il existe quelques unités orientées vers la production de matériaux de construction (menuiseries, briqueteries etc..) mais elles sont très peu performantes.

La descente sur terrain pour identifier les ex-enfants soldats s'est effectuée dans presque toutes les communes de la province RUYIGI à l'exception de la commune BWERU.

Dans la commune BUTEZI il existe des ex-enfants soldats, filles et garçons. Ils sont regroupés au chef lieu de la commune, d'autres sont localisés dans la zone BWAGIRIZA.

L'encadrement de ces enfants est fait par la GTZ, épaulée par SOPRAD RUYIGI pour les enfants se trouvant au chef lieu de la commune. Pour ceux qui sont localisés dans la zone BWAGIRIZA, c'est la l'ONG PADCO/USAID qui s'occupe de leur encadrement. Ces ex-enfants soldats suivent des formations dans les filières suivantes : maçonnerie, tuilerie, charpenterie, boulangerie, couture, menuiserie.

Dans la commune BUTAGANZWA : les ex-enfants soldats existent et sont encadrés par la GTZ à MURIZA II, et PADCO/USAID à MURIZA I. Ces ex-enfants sol-

datés suivent les formations dans différentes filières à savoir : maçonnerie, menuiserie, charpenterie, couture, boulangerie, tuilerie, soudure.

Dans les communes GISURU, KINYINYA : les ex-enfants soldats existent et ils sont en train d'être formés en vue de leur réinsertion. Ils sont encadrés par l'ONG PADCO/USAID. Les filières de formation y sont dispensées : maçonnerie, charpenterie, boulangerie, couture, tuilerie, menuiserie.

Dans la commune NYABITSINDA : les ex-enfants soldats existent et sont nombreux mais ne sont pas encadrés ni formés comme ceux des autres communes.

6.8.2 Les opportunités d'emploi

Les principaux secteurs porteurs sont l'agriculture, l'aménagement des marais, la protection des bassins versants, la réhabilitation et la construction des infrastructures économiques et sociales (pistes rurales, écoles, centres de santé), l'artisanat de production (matériaux de construction) et le commerce frontalier.

La province de Ruyigi a un potentiel agricole important, particulièrement dans la région du Mosso où les cultures de haricot, arachide, manioc, pomme de terre et riz de marais sont pratiquées pour la consommation locale et pour la commercialisation.

Des programmes d'aménagement des marais, de reboisement des bassins versants, de construction des infrastructures socio-économiques offrent des possibilités d'emploi direct et de développement des AGR (ex. production de plants forestiers et fruitiers) aux ex-enfants soldats. Le PTRPC financé par le FIDA offre des opportunités intéressantes dans ces domaines.

La production de matériaux de construction est un créneau important en prévision des projets de réhabilitation et de construction des écoles et de centres de santé qui sont les priorités du gouvernement.

Le commerce frontalier avec la Tanzanie est un domaine porteur surtout dans le commerce de produits agricoles et du bétail.

6.8.2.1 Les Activités génératrices de revenu

A partir des enquêtes menées dans toutes les communes de la province RUYIGI, les activités génératrices de revenus sont axées principalement sur l'agriculture, l'élevage et les cultures suivantes : le riz, le haricot, l'arachide, les fruits et légumes, les pommes de terre, l'élevage du petit bétail (les chèvres) et des bovins.

D'autres activités génératrices de revenus sont orientées vers le secteur de l'artisanat dans la fabrication des matériaux locaux de construction (les briques, les tuiles), la menuiserie et la couture.

Synthèse des AGR en province de Ruyigi

Secteur	Type d'organisation	Activité	Contraintes	Solutions
1. Agriculture	■ individuel	■ Culture de haricot, arachide, pomme de terre	■ Intrants	■ Micro crédit
	■ association	■ Culture de riz de marais	■ Aménagement des marais + Intrants	■ Projet
	■ association	■ Pépinières fruitières et forestière	■ Financement	■ Association ■ Micro crédit
2. Elevage	individuel	■ élevage de chèvre ■ volailles	Financement	Micro crédit
3. Artisanat		■ menuiserie	Financement	Micro crédit
		■ briqueterie		
		■ maçonnerie		

6.8.2.2 Les emplois formels

1. Projet FIDA : PTRPC
 - pépinières fruitières & forestières
 - drainage et aménagement des Marais
2. DPAE : La DPAE Ruyigi entreprend les activités suivantes qui pourraient intégrer les ex-enfants soldats :
 - création de pépinière fruitière et forestière
 - Reboisement et LAE
 - Réhabilitation des centres semenciers (un centre par commune)
 - Pistes rurales

6.8.3 Les services d'appui (encadrement et financement)

La DPAE Ruyigi ainsi que le PTRPC pourraient encadrer les activités agricoles des ex enfants soldats.

Dans le domaine du financement, le micro crédit est peu développé dans la province de Ruyigi, mise à part les COOPECS implantées dans les communes.

6.8.4 Evaluation des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers

Des centres d'enseignement des métiers existent dans toutes les communes de la Province RUYIGI, à l'exception des communes BWERU et NYABITSINDA.

Dans la commune BUTEZI : il existe 2 centres d'enseignement des métiers, l'un est situé au chef lieu de la commune BUTEZI l'autre est localisé dans la zone BWAGIRIZA. La CEM de BUTEZI bénéficie de l'appui apporté par la GTZ/APRS et celui de

SOPRAD RUYIGI. L'autre CEM est installé dans la zone BWAGIRIZA et est financé par l'ONG PADCO/USAID. Les filières suivantes sont dispensées : la maçonnerie, la charpenterie, la couture, la menuiserie, la boulangerie, la tuilerie, transformation agroalimentaire, la pavage.

Toutefois, les responsables de ces centres demandent un appui des pouvoirs publics après le départ de ces partenaires, eu égard de la population à encadrer.

Dans la commune BUTAGANZWA, deux centres d'enseignement des métiers sont fonctionnels. Il s'agit du CEM de MURIZA I et celui de MURIZA II

Le CEM de MURIZA I dispense une formation dans les filières suivantes : menuiserie, tuilerie, couture, charpenterie, maçonnerie et boulangerie.

Ce centre fonctionne à l'aide des partenaires comme PADCO/USAID. Le responsable du centre a exprimé le besoin d'un appui (technique, financier, extension des bâtiments) pour faire face à une demande excessive des candidats à la formation. Le CEM de MURIZA II dispense une formation orientée vers les filières soudure, tuilerie, briqueterie, la transformation agroalimentaire, bâtiment.

Ce CEM fonctionne avec l'appui de la GTZ/APRS et l'ONG locale SOPRAD RUYIGI (solidarité pour la promotion de l'assistance au développement). La responsable (une sœur religieuse) exprime le besoin d'un apport (appui) des différents partenaires plus substantiel, compte tenu des demandes exprimées pour la formation par les populations environnantes.

Les communes KINYINYA et GISURU comptent chacune un CEM.

Pour la commune KINYINYA, ce CEM est financé par le PADCO/USAID ; les filières suivantes sont dispensées : maçonnerie, menuiserie, boulangerie, charpenterie, couture.

Le personnel qui dispense les cours est qualifié et les infrastructures d'accueil sont suffisantes.

Pour ce qui concerne la commune GISURU, le CEM est financé également par l'e PADCO/USAID. Les filières de formation sont orientées vers la maçonnerie, charpenterie, boulangerie.

Ce CEM dispose d'un personnel enseignant qualifié et des infrastructures d'accueil suffisantes.

1. Commune Butaganzwa

1.1 CEM Muriza I

Capacité d'accueil: 30

Filière : menuiserie tuilerie, couture, charpente, maçonnerie et boulangerie, soudure, tuilerie, briqueterie, transformation agroalimentaire, bâtiment. Il est appuyé

Ce centre est financé par PADCO/USAID

Demande de formation excessive, appui supplémentaire.

1.2 CEM MURIZA II :

Filières: soudure, tuilerie, briqueterie, transformation agroalimentaire, bâtiment

Il est appuyé par GTZ/APRS et SOPRAD Ruyigi
Demande forte de formation et appui supplémentaire sollicité

2 Commune Butezi

2.1 CEM Butezi : appuyé par GTZ/APRS et SOPRAD Ruyigi

Capacité d'accueil: 30

Filière : maçonnerie, charpente, couture, menuiserie, boulangerie, tuilerie, transformation agroalimentaire, pavage.

Enseignants qualifiés, équipements suffisants, bureaux loués

2.2 CEM Bwagiriza financé par PADCO/USAID

Capacité d'accueil: 30

Filières : maçonnerie, charpente, couture, menuiserie, boulangerie, tuilerie, transformation agroalimentaire, pavage.

Enseignants qualifiés, équipements suffisants, bureaux construits par PADCO

Problèmes : fin de ces projets et la capacité va disparaître

3. Commune Kinyinya

3.1 CEM Kinyinya financé par PADCO/USAID

Filières : maçonnerie, menuiserie, boulangerie, charpenterie, couture

Personnel : qualifié

Bâtiments : suffisants

Equipements : suffisants

Capacité : 30

4. Commune Gisuru

4.1 CEM Gisuru : financé par PADCO/USAID

Capacité : 30

Filières : maçonnerie, menuiserie, boulangerie, charpenterie, couture, briqueterie

Enseignants : qualifiés

Infrastructures d'accueil et équipement : suffisants

Opportunité d'emplois et offres de formation professionnelle

Province Ruyigi



1. La province Ruyigi est subdivisée en 7 communes : Butaganzwa, Butezi, Bweru, Gisuru, Kinyinya, Nyabitsinda, Ruyigi
2. Opportunités d'emploi
 - Agriculture : production de haricot, de pomme de terre, d'arachide, riz de maïs, pépinière forestière et fruitière
 - Elevage : chèvre, volaille
 - Artisanat : briqueterie, tuilerie, menuiserie, maçonnerie
 - Commerce et services : bar, restaurant, commerce frontalier (vivres et bétail)
 - Emplois formels : PRTPC, DPAE
3. Offres de formation professionnelle :
 - Commune Butaganzwa : CEM MurizaI, MurizaII
 - Commune Butezi : CEM Butezi, CEM Bwagiriza
 - Commune Bweru : CEM Bweru
 - Commune Kinyinya : CEM Kinyinya

ANNEXE 1

Répertoire des opportunités d'emploi par province

1. Province Bubanza

A. Activités génératrices de revenus

Secteur	Opportunité d'emploi
1. Agriculture	■ Production et commercialisation du riz ■ Production de plants de caféiers ■ Production de boutures de manioc ■ Collecte et vente de bière de banane ■ Production et vente de farine de manioc
2. Elevage	■ Elevage caprin ■ Elevage de porcs ■ Collecte et vente de lait
3. Artisanat de production	■ Fabrication de briques ■ Production de tuiles ■ Menuiserie (bancs pupitres, portes, fenêtres)
4. Commerce et services	■ Vente de beignets ■ Bar ■ Restaurant ■ Taxi vélo

B. Emplois formels

Secteur/projet	Opportunité d'emploi
1. SRD IMBO	■ Collecte de riz paddy ■ Distribution d'engrais ■ Ouvrier à l'usine de décorticage du riz
2. PTPCE	■ Ouvrier sur les chantiers de construction des infrastructures économiques et sociales (marchés, écoles, centres de santé)
3. BDD Bubanza	■ Ouvrier sur les chantiers de construction et de réhabilitation des centres de santé
4. CORDAID	■ Ouvrier sur les chantiers de réhabilitation des hôpitaux et centres de santé
5. Etat du Burundi	■ Construction écoles et centres de santé ■ LAE, pistes rurales

2. Province Bujumbura Rural

A. Activités génératrices de revenus

Secteur	Opportunité d'emploi
1. Agriculture	■ Culture de manioc (Imbo et Mumirwa) ■ Culture de légumes (Imbo) ■ Culture de pomme de terre (Mugamba) ■ Pépinière théicoles (Mugamba) ■ pépinière caféicole(Imbo- Mumirwa)
2. Elevage	■ caprins ■ porcins
3. Pêche	■ pêche artisanale sur le Lac Tanganyika
4. Artisanat	■ Couture ■ maçonnerie ■ briqueterie ■ tuilerie ■ menuiserie ■ taille de pierre
5. Commerce et service	■ bar ■ boutique ■ taxi vélo

B. Emplois formels

Projet	Opportunité d'emploi
1. FIDA : Projet de reconstruction Transitoire post Conflit(PRTPC)	■ production de semences ■ pépinières de plants forestiers et fruitiers ■ construction d'infrastructures économiques et sociales ■ aménagement des marais
2. OTB	■ Pépinière théicole ■ Cueillette de la feuille verte ■ Ouvrier à l'Usine à thé à Jenda
3. SOGESTAL Mumirwa	■ Ouvrier dans les usines à café ■ Collecte du café
4. Etat du Burundi : Programme de construction d'infrastructures sociales (écoles et centres de santé)	■ Ouvrier sur les chantiers à ouvrir

3. Province Bujumbura- Mairie

A. Activités génératrices de revenus

Secteur	Opportunité d'emploi
1. Artisanat	■ aide mécanicien et mécanicien ■ production de savons ■ Moulin à manioc ■ Tôlerie ■ Soudure
2. Commerce et services	■ bar, restaurant ■ Salon de coiffure ■ Taxi – vélo ■ Lavage de véhicules ■ Gardiennage ■ Tambourinaires
3. Agriculture- Elevage	■ Culture maraîchère ■ Elevage de poules

B. Emplois formels

Projet	Opportunité d'emploi
1. ABUTIP	■ Pavage des rues
2. Mairie	■ entretien des routes ■ curage des caniveaux ■ enlèvement des ordures ménagères
3. REGIDESO- ONATEL	■ pose de câbles
4. Diverses entreprises de production	■ Ouvrier

4. Province Cibitoke

A. Activités génératrices de revenus

Secteur	Opportunité d'emploi
1. Agriculture	■ vente de la bière de banane ■ Production et vente de la farine de manioc ■ Production et vente de tomates ■ Pépinière café (partie Imbo- Mumirwa) ■ Pépinière thé (partie Mugamba) ■ Production du tabac
2. Elevage	■ caprins ■ porc ■ collecte et vente de lait
3. Artisanat	■ briqueterie ■ tuilerie ■ menuiserie ■ couture
5. Commerce et service	■ boutique, bar ■ taxi vélo

B. Emplois formels

Projet/Structure	Opportunité d'emploi
1. DPAE	■ production de semences sélectionnées ■ production de plants forestiers et fruitiers
2. PTPCE	■ pavage des rues ■ construction de marché
3. RUGOFARM	■ Usine de production d'huile essentielle (projet) ■ Usine concentré de tomate
4. BTC	Usine de tabac
5. COGERCO	■ cueillette et collecte du coton
6. Etat du Burundi	■ Construction d'infrastructures sociales

5. Province Kayanza

A. Activités génératrices de revenus

Secteur	Opportunité d'emploi
1 Artisanat	■ briqueterie ■ tuilerie ■ menuiserie ■ petite mécanique ■ couture
2. Agriculture	■ production de semences ■ pépinières café et thé
3. Commerce et services	■ bar & restaurant ■ boutique ■ vente de produits agricoles (huile de palme et avocat en particulier)

B. Emplois formels

Projet/Organisme	Opportunité d'emploi
1. OTB	■ usine à thé de Rwegura ■ plantation industrielle ■ cueillette de la feuille verte
2. SOGESTAL Kayanza	■ Usines de décorticage ■ ramassage du café parche
3. DPAE	■ pépinières forestières et fruitières ■ reboisement et LAE ■ pistes rurales
4. ISABU- Kayanza	■ production de semences ■ pépinière café ■ entretien des centres semenciers
5. Etat du Burundi	■ Construction d'infrastructures économiques et sociales (écoles et centres de santé)

6. Province de Makamba

A. Activités génératrices de revenus

Secteur	Opportunité d'emploi
1. Agriculture	■ production de manioc ■ pépinière café ■ pépinière arbres forestiers et fruitiers
2. Elevage	■ caprin ■ poules
3. Pêche	■ pêche artisanale sur le Lac Tanganyika
4. Artisanat	■ briqueterie ■ tuilerie ■ menuiserie
5. Commerce et service	■ bar, restaurant ■ boutique ■ taxi vélo

B. Emplois formels

Projet/Institutions	Opportunité d'emploi
1. Etat	■ Construction d'infrastructures économiques et sociales
2. PRASAB	■ pépinières arbres forestiers et fruitiers

7. Province Muramvya

A. Activités génératrices de revenus

Secteur	Opportunité d'emploi
1. Agriculture	■ Culture de pomme de terre ■ Production de fruits et légumes ■ Culture du blé ■ Pépinière café et thé
2. Elevage	■ porcins ■ volaille
3. Artisanat	■ briqueterie ■ tuilerie ■ menuiserie ■ maçonnerie ■ couture
4. Commerce et service	■ bar- restaurant ■ taxi vélo

B. Emplois formels

Projet/Institutions	Opportunité d'emploi
1. DPAE	■ centres semenciers ■ collecte de lait ■ distribution de produits vétérinaires aux associations d'éleveurs
2. OTB Teza	■ Usinage du thé ■ cueillette de feuilles vertes ■ entretien des plantations et des pistes théicoles
3. REGIDESO- Muramvya	■ entretien ligne ■ réhabilitation des captages
4. Minolacs	■ Usine de production de farine de blé ■ centres de multiplication de semences de blé ■ commercialisation de la farine de blé
5. Département des Forêts	■ pépinière de plants forestiers ■ installation de coupe- feu

8. Province Ruyigi

A. Activités génératrices de revenus

Secteur	Opportunité d'emploi
1. Agriculture	■ culture du haricot ■ culture d'arachide ■ culture de riz de marais ■ pépinière forestière et fruitière ■ culture de pomme de terre
2. Elevage	■ caprin ■ volaille
3. Artisanat	■ briqueterie ■ tuilerie ■ menuiserie ■ maçonnerie
4. Commerce et service	■ bar, restaurant ■ commerce de vivres ■ commerce de bétail ■ commerce frontalier

B. Emplois formels

Projet/Institutions	Opportunité d'emploi
1. PRTPC (FIDA)	■ pépinières fruitières et forestières ■ aménagements des marais ■ infrastructures sociales
2. DPAE	■ pépinières forestières et fruitières ■ LAE et reboisement ■ réhabilitation des centres semenciers

ANNEXE 2

Répertoire des structures de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers

1. Province Bubanza

Nom de l'école	Commune	Filières existantes	Conditions d'accès	Durée de la formation
1. CEM Bubanza	Bubanza	■ couture ■ Maçonnerie ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans. Des formations de 3 à 6 mois peuvent être organisées
2. CEM CIYA	Bubanza	■ couture ■ Maçonnerie ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans. Des formations de 3 à 6 mois peuvent être organisées
3. CEM Gihanga	Gihanga	■ couture ■ électricité ■ soudure	6 ^{ème} primaire	3ans. Des formations de 3 à 6 mois peuvent être organisées

2. Province Bujumbura- Rurale

Nom de l'école	Commune	Filières organisées	Conditions d'accès	Durée de la formation
1. CEM Mubimbi	Mubimbi	■ couture ■ Maçonnerie	6 ^{ème} primaire	3ans.
2. CEM Maramvya	Mutambu	couture	6 ^{ème} primaire	3ans.
3. CEM Magara	Bugarama	■ maçonnerie ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans.
4. CEM JENDA	Mugongomanga	Couture	6 ^{ème} primaire	3ans.
5. CEM Matara	Nyabiraba	■ couture ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans.
6. CEM Rushubi	ISALE	■ couture ■ cuisine ■ maçonnerie	6 ^{ème} primaire	3ans.
7. CEM Nyabisaka	Mukike	■ couture ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans.
8. CEM Buhonga	Kanyosha	■ couture ■ maçonnerie	6 ^{ème} primaire	3ans.

3. Province Bujumbura Mairie

Nom de l'école	Commune	Filières organisées	Conditions d'accès	Durée de la formation
1. CEM Buyenzi	Buyenzi	Couture	6 ^{ème} primaire	3ans.
2. CEM Nyakabigal	Nyakabiga	couture	6 ^{ème} primaire	3ans.
3. CEM Nyakabigall	Nyakabiga	couture	6 ^{ème} primaire	3ans.
4. CEM Mubone	Buterere	■ couture ■ maçonnerie ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans.
5. CEM Musaga	Musaga	■ couture ■ bâtiment ■ menuiserie ■ gestion	6 ^{ème} primaire	3ans.
6. CEM Cibitoke	Cibitoke	■ couture ■ soudure	6 ^{ème} primaire	3ans.
7. CEM Kinama	Kinama	■ couture ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans.
8. CEM kanyosha	Kanyosha	■ couture ■ bâtiment ■ plomberie ■ mécanique auto ■ électricité ■ secrétariat ■ comptabilité	6 ^{ème} primaire	3ans.
9. Don Bosco	Buterere	■ couture ■ menuiserie ■ maçonnerie ■ secrétariat ■ plomberie ■ construction métallique ■ électricité	6 ^{ème} primaire	3ans.
10. CFPP Nyakabiga	Nyakabiga	■ mécanique ■ soudure ■ électricité ■ maçonnerie	6 ^{ème} primaire	3ans.
11. Centre jeunes Kamenge	Kamenge	■ couture ■ maçonnerie	6 ^{ème} primaire	3ans.

4. Province Cibitoke

Nom de l'école	Commune	Filières organisées	Conditions d'accès	Durée de la formation
1. CEM Karurama	Rugombo	Couture	6 ^{ème} primaire	3ans.
2. CEM Rukana	Rugombo	■ couture ■ agriculture et élevage	6 ^{ème} primaire	3ans.
3. CFR Rugombo	Rugombo	■ agriculture et élevage ■ artisanat ■ apiculture	6 ^{ème} primaire	3ans.
4. CEM Kigazi	Murwi	■ couture ■ maçonnerie	6 ^{ème} primaire	3ans.
5. CEM CUNYU	Buganda	■ maçonnerie ■ agriculture et élevage	6 ^{ème} primaire	3ans.
6. CEM Kaburantwa	Buganda	couture	6 ^{ème} primaire	3ans.
7. CEM Nyabugimbu	Mugina	■ couture ■ maçonnerie	6 ^{ème} primaire	3ans.

5. Province Kayanza

Nom de l'école	Commune	Filières organisées	Conditions d'accès	Durée de la formation
1. CEM Kayanza	Kayanza	couture	6 ^{ème} primaire	3ans.
2. PAK Promotion Artisanat de kayanza	Kayanza	■ menuiserie ■ construction métallique	6 ^{ème} primaire	3ans.
3. CEM Ryirengeye	Kayanza	■ menuiserie ■ maçonnerie ■ économie familiale	6 ^{ème} primaire	3ans.
4. CEM Ceyerezi	Muhanga	■ menuiserie ■ économie familiale	6 ^{ème} primaire	3ans.
5. CEM Ruhinga	Rango	couture	6 ^{ème} primaire	3ans.
6. CEM Randa	Kabarore	■ maçonnerie ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans.
7. Centre social éducatif de Rukago	Gahombo	■ couture ■ cuisine	6 ^{ème} primaire	3ans.
8. Centre artisanal Don Bosco de Rukago	Gahombo	■ menuiserie ■ soudure ■ maçonnerie	6 ^{ème} primaire	3ans.

6. Province Makamba

Nom de l'école	Commune	Filières organisées	Conditions d'accès	Durée de la formation
1. CEM Mugerama	Nyanza- Lac	■ maçonnerie ■ couture ■ menuisier	6 ^{ème} primaire	3ans.
2. CEM Vugizo	Vugizo	■ couture ■ maçonnerie ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans.
3. CEM Gasaka	Makamba	■ couture ■ maçonnerie ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans.
4. CEM Kayogoro	Kayogoro	■ couture ■ maçonnerie	6 ^{ème} primaire	3ans.

7. Province Muramvya

Nom de l'école	Commune	Filières organisées	Conditions d'accès	Durée de la formation
1. Association des métiers pour la promotion du monde rural	Muramvya	■ couture ■ maçonnerie ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans.
2. CEM Shombo	Muramvya	■ couture ■ maçonnerie	6 ^{ème} primaire	3ans.
3. CEM Munanira	Rutegama	couture	6 ^{ème} primaire	3ans.
4. CEM Mbuye	Mbuye	■ couture ■ filières à réhabiliter : menuiserie, maçonnerie, agri- élevage, petite mécanique, soudure	6 ^{ème} primaire	3ans.
5. CFA Mbuye	Mbuye	■ maçonnerie ■ menuiserie ■ couture ■ filières en cours de création : plomberie, mécanique, soudure, tuilerie	6 ^{ème} primaire	3ans.
6. CEM Ryarusera	Muramvya	■ maçonnerie ■ agro-alimentaire ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans.
7. CFR Muramvya	Muramvya	■ agriculture ■ couture ■ menuiserie	6 ^{ème} primaire	3ans.
8. Association girumwete de gatabo	Kiganda	■ couture ■ menuiserie ■ vannerie	6 ^{ème} primaire	3ans.
9. Centre pour handicapés de Kiganda	Kiganda	■ couture ■ menuiserie ■ vannerie	6 ^{ème} primaire	3ans.

8. Province Ruyigi

Nom de l'école	Commune	Filières organisées	Conditions d'accès	Durée de la formation
1. CEM Murizal	Butaganzwa	■ menuiserie, tuilerie, charpente, maçonnerie, briqueterie ■ bâtiment ■ soudure ■ couture ■ boulangerie, agro-alimentaire	6 ^{ème} primaire	3ans.
2. CEM Murizall	Butaganzwa	■ tuilerie, briqueterie ■ soudure, agro-alimentaire ■ bâtiment	6 ^{ème} primaire	3ans.
3. CEM Butezi	Butezi	■ maçonnerie, charpente tuilerie, menuiserie ■ boulangerie, agroalimentaire ■ pavage	6 ^{ème} primaire	3ans.
4. CEM Bwagiriza	Butezi	■ maçonnerie, charpente tuilerie, menuiserie ■ boulangerie, agroalimentaire ■ pavage	6 ^{ème} primaire	3ans.
5. CEM Kinyinya	Kinyinya	■ maçonnerie, menuiserie, charpente ■ couture ■ boulangerie	6 ^{ème} primaire	3ans.
6. CEM Gisuru	Gisuru	■ maçonnerie, menuiserie, charpenterie ■ couture ■ boulangerie		

